CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

Rapport annuel CRDP 2018

TABLE DES MATIÈRES

Mot du directeur
Le CRDP, de 1962 à 2018 4
1. Les publications de 2018 4
2. La formation des étudiants en 2018 5
3. Les subventions en 2018 6
4. Infrastructures 8
Chercheurs du CRDP. 10
1. Chercheurs réguliers 10
2. Chercheurs associés 13
3. Chercheurs honoraires 14
4. Chercheurs invités 14
5. Collaborateurs 14
Conseil de direction 16
Personnel administratif du CRDP 16
Agents de recherche 17
Les centres affiliés et réseaux de recherche 19
Recherches du CRDP 21
Axe 1. Droit et nouveaux rapports sociaux 21
Axe 2. Droit et technologies de l'information et des communications 24
Axe 3. Droit, santé et développement durable 27
Chaires de recherche 30
Autres organisations de recherche associées directement au CRDP 31
Annexe 1 : Les publications 35
Annexe 2 : Les conférences 46
Annexe 2 :Publications et réalisations des étudiants et agents de recherche 82
Annexe 3 : Liste des étudiants 85

Mot du directeur

C'est avec plaisir que cette exigence formelle qu'est le rapport annuel m'autorise, pour la cinquième fois, de faire l'état de la situation du CRDP. Une année 2018 qui traduit à la fois une continuité mais aussi une inflexion faisant de 2018/2019 une étape charnière dans la vie de notre centre.

Excellence continue. Le centre demeure toujours aussi influent dans le domaine de la recherche et du transfert de connaissances. L'augmentation de 35 % du montant des subventions, le maintien du nombre de projets de recherche (plus de 60), un maintien soutenu de publications et de conférences sont autant d'indicateurs faisant état, dans le temps, de l'excellence des travaux de recherche des chercheurs du centre. Incubateur de talents, le centre accueille cette année encore plus de 50 candidats à la maitrise et 77 au doctorat ainsi que trois post-doctorants.

Justice et changements. 2018 marque aussi un tournant pour le futur. Cette année a été largement consacrée à la préparation d'une demande de regroupement stratégique auprès du FRQSC; demande qui sera déposée le 13 novembre 2019. Si elle a certes consolidé les alliances scientifiques existantes au sein du centre et entre chercheurs d'entités facultaires différentes (McGill, Laval, Ottawa, Sherbrooke, Washington, Paris, etc.), elle a surtout développé des partenariats prometteurs entre chercheurs d'horizons et d'expertises diverses. Afin de bien intégrer cette pluralité d'angles, la thématique que nous élaborons actuellement s'articule autour de la notion de « Justice et changements ». Ainsi, par le biais de nos projets de recherche, nos cycles de conférences et nos publications en cours et à venir, nous allons tenter d'effectuer d'abord un état des lieux de ce qui existe pour ensuite poser des hypothèses de recherche qui puissent permettre de favoriser une justice plus dense et plus sentie dans nos sociétés en rapide évolution. Que ce soit sur des perspectives d'accès à la justice, de cyberjustice, de justice alternative, que ce soit sur des phénomènes tel que « #metoo » ou au contraire dans le cadre d'organisations très structurées, il importe de trouver des solutions innovantes et créatives susceptibles de valoriser une justice dont il importe de se rappeler lorsque tout change.

Pour en savoir davantage, nous vous invitons à visiter l'ensemble de nos activités dont nous tentons de représenter fidèlement le dynamisme sur le site du CRDP.
https://www.crdp.umontreal

Vincent Gautrais (Décembre 2018)
Directeur du CRDP

Le CRDP, de 1962 à 2018

Le Centre de recherche en droit public (CRDP) créé en 1962 constitue depuis plus de 50 ans un espace de concertation interne entre chercheurs d'une part et entre chercheurs et étudiants d'autre part mais aussi avec la société civile que le CRDP ne manqua pas d'influencer. Ce dialogue permanent a été une nouvelle fois réaffirmé, en 2004, par la mise en place du *Regroupement stratégique* « Droit, changements et gouvernance » (ci-après « RDCG ») financé par le Fonds de recherche du Québec - société et culture (FRQ-SC) que le CRDP orchestre depuis lors.

Pour remplir sa mission, le CRDP a identifié **3** mandats prioritaires :

1. **Développer** et dynamiser les activités de recherches dans le domaine du droit notamment par une approche interdisciplinaire de nos travaux ;
2. **Contribuer** à la diffusion et à l'échange des connaissances dans le domaine juridique en développant des liens avec d'autres chercheurs au niveau international et aussi avec les praticiens du droit ;
3. **Contribuer** à la formation de jeunes chercheurs.

Les travaux menés par les chercheurs du CRDP depuis sa fondation en 1962 portent sur les formes contemporaines du droit, sur ses conditions d'émergence et sur ses rapports avec les autres formes de normativité et de régulation sociales. Nos perspectives de recherche ont évidemment évolué au cours des décennies. Si la mission du CRDP durant ses premières années d'existence était de « favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif », elle s'est lentement élargie à l'étude d'un grand nombre de questions et de thèmes relatifs au droit contemporain. C'est ainsi que les perspectives de recherche se sont graduellement transformées au cours des dernières années pour produire une approche élaborée autour de trois axes thématiques de recherche :

- **Droit et nouveaux rapports sociaux**,
- **Droit et technologies de l'information et des communications** et
- **Droit, santé et développement durable**.

Il faut noter que l'axe Droit, santé et développement durable a connu une profonde transformation. Ainsi, après une période de transition, une réorientation s'est effectuée afin de faire ressortir l'importance et l'intersection du droit de la santé et du droit du développement durable. En ce qui a trait au développement durable, l'étude des thèmes qui y sont rattachés a bénéficié de la participation dynamique de collaborateurs issus des milieux académique et professionnel.

Notons également que les travaux réalisés au CRDP sont largement reconnus pour leur spécificité. Souvent subventionnés par les plus grandes fondations et fonds de recherche publics, ces travaux sont menés notamment dans le cadre de nos **7** chaires, nos groupes de recherche (Laboratoire de cyberjustice, Observatoire du droit à la justice, etc.) et nos centres et réseaux associés au Canada et à l'étranger. La majorité de nos travaux se situent ainsi au carrefour de plusieurs disciplines.

En effet, l'interdisciplinarité est devenue une signature déterminante du CRDP. Si les recherches conduites dans l'axe Droit et technologies de l'information et des communications mettent à contribution la théorie du droit, la théorie de la communication, le génie informatique et la science politique, celles de l'axe Droit et nouveaux rapports sociaux font souvent cohabiter le droit, la sociologie, l'analyse économique, la criminologie et l'anthropologie. De même, plusieurs projets de l'axe Droit, santé et développement durable regroupent des juristes, des médecins, des généticiens, des philosophes, des éthiciens, des sociologues et des biologistes.

Les travaux du CRDP se caractérisent aussi par leur continuité. Si certains projets sont réalisés dans le cadre de cycles de recherche relativement courts, de trois à cinq ans, plusieurs s'étendent sur plus d'une dizaine d'années, suivant le cours des changements sociaux et technologiques. Ces efforts soutenus ont engendré d'importants réseaux de recherche qui constituent aujourd'hui la base du **Regroupement Droit, changements et gouvernance**, réseau international et multidisciplinaire qu'anime le CRDP.

1. Les publications de 2018

L'année 2018 a été riche en publication**.** Ainsi, les 15 chercheurs réguliers du Centre ont contribué à la rédaction ou à l'édition de 8 ouvrages. Ils ont publié 21 articles scientifiques et 21 contributions à un ouvrage collectif, 9 rapports de recherche, une centaine de mémoires, de blogues et autres publications en tout genre (annexe 1). Ils ont par ailleurs prononcé une centaine de conférences scientifiques (annexe 2). S'il est parfois difficile de colliger précisément le nombre des activités de diffusion des étudiants et agents de recherche du CRDP, ceux-ci ont pour le moins prononcé de 5 à 10 conférences et écrit au moins 3 chapitres de livres et 4 articles.

Pour en savoir plus, lire http://www.crdp.umontreal.ca/publications/?date=2014.

2. La formation des étudiants en 2018

La place des étudiants dans la vie du CRDP occupe une place déterminante, et ce, sous plusieurs formes : en premier lieu, 85 étudiants canadiens et étrangers participent aux projets des chercheurs comme assistants. En deuxième lieu, un grand nombre d'entre eux

prennent part aux séminaires étudiants et aux autres activités de diffusion de la connaissance.

Enfin, en troisième lieu, la formation à la recherche constitue une fonction essentielle de la mission du CRDP où les 15 professeurs encadraient, en 2018, 3 post doctorants, 77 étudiants au 3ème cycle (sur la centaine que compte la Faculté de droit de l'Université de Montréal) et 57 étudiants au 2ème cycle et 17 étudiants au premier cycle. Une liste des titres des thèses et mémoires en cours durant l'année 2016-2017 est reproduite à l'annexe 3 du présent rapport. Cette activité d'encadrement est notamment favorisée par le développement de programmes de formation établis sur la base de nos axes de recherche dans le domaine de la biotechnologie et des technologies de l'information et des communications.

Notons aussi que les étudiants sont des membres très actifs de la vie intellectuelle du CRDP et organisent chaque année, un cycle de séminaires étudiants. Ces séminaires « Jeunes chercheurs », tenus sur une base mensuelle, permettent aux étudiants de maîtrise, de doctorat et de post-doctorat de présenter aux chercheurs et à leurs pairs leurs travaux de recherche.

Les étudiants peuvent aussi compter sur un programme de bourses d'appoint, de dépannage et des compléments de bourses conçu pour favoriser la poursuite et la réussite de leur programme d'étude. Dans ce cadre, le CRDP a attribué 135 636 $ bourses aux étudiants au cours de l'année 2017. De plus, les étudiants-chercheurs inscrit au doctorat, bénéficient d'un programme de bourse de mobilité. Le CRDP accueille à son tour les doctorants de partenaires étrangers pour une durée allant d'un à six mois.

Par ailleurs notons que la diplomation de nos étudiants a été très fructueuse durant cette année universitaire, ainsi 6 étudiants ont soutenu leur thèse de doctorat environ une dizaine ont terminé leurs études de maitrise. Nous présentons toutes nos félicitations à nos nouveaux diplômés (annexe 3).

3. Les subventions en 2018

Les chercheurs réguliers du Centre de recherche en droit public mènent simultanément une cinquantaine 61 de projets de recherche financés. Ceux-ci portent sur une multitude de thèmes et de questions reliés à nos axes de recherche. Ces subventions proviennent aussi bien des grands organismes subventionnaires comme le FRQ-SC, le CRSH, du gouvernement du Québec, tel que le ministère de la justice, que de fonds privés. Cette diversité, ainsi que la multiplicité des projets rendent également compte d'une évolution continue de nos travaux, lesquels sont le fruit d'importantes collaborations scientifiques entre les chercheurs réguliers, les chercheurs associés et les collaborateurs du CRDP.

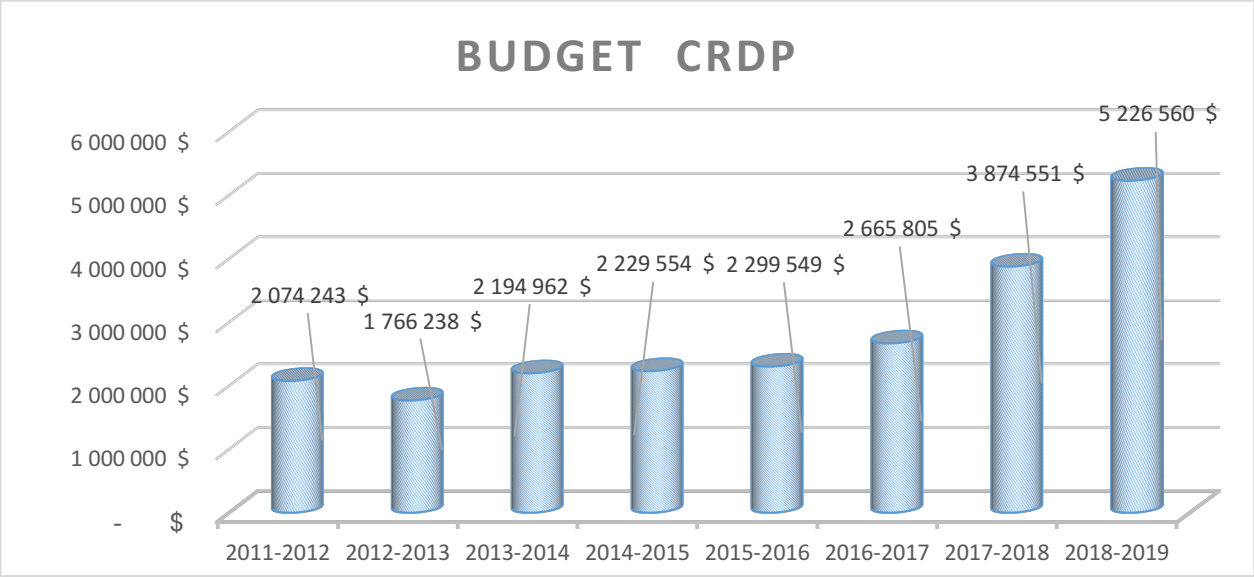
Signalons que selon les chiffres obtenus le plus récemment, 90**%** des subventions de la faculté de droit de l'université de Montréal ont été obtenus par les chercheurs du CRDP.

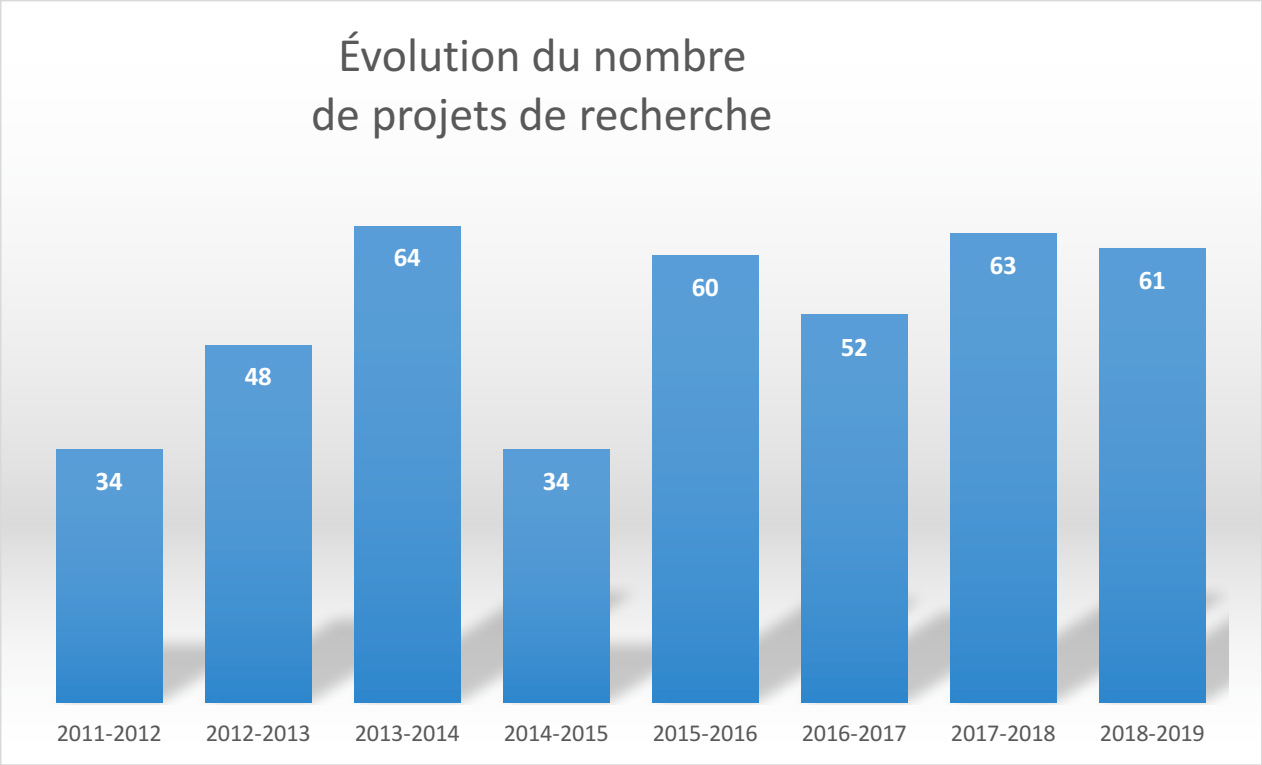
SUBVENTIONS, DONS ET CONTRATS DE RECHERCHE DES MEMBRES DU CRDP

INFRASTRUCTURE CRDP	-	
CÉDAR (INFRASTRUCTURE)	200 000 $	1
FQRSC-RDCG	- $	0
SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE	-	
CRSH/CONSEIL DE RECH EN SC.HUMAINE	696 178 $	12
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS	- $	0
CEFRIO	20 000 $	1
FONDATION CANADIENNE POUR L'INNOVATION	2 298 390 $	1
FRQS/Fonds de recherche du Qc - Santé	126 506 $	3
IRSC-CHAIRES DE RECHERCHE DU CANADA	- $	1
GENOME QUEBEC	17 835 $	1
CONTRATS	893 887 $	4
MINISTÈRE	105 900 $	2
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUEBEC	- $	2
COMMISSION CEE-COMMUN.EUROP.	- $	1
MITACS	116 667 $	6
REVENU EXTERNE	577 898 $	12
FONDATION CLAUDE MASSE	- $	1
FONDATION DU BARREAU DU QUEBEC	7 500 $	3
SOQUIJ	- $	1
UdeM	165 800 $	9
UNIVERSITE MCGILL	- $	0
Total	**5 226 560 $**	**61**

	Montant Projets actifs	Montant annuel de subvention reçu	Nombre de projets actifs
2017	16 675 310 $	3 874 551 $	63
2018	16 107 460 $	5 226 560 $	61
Progression	-3%	35%	-3%

Évolution des montants des subventions des 4 dernières années





4. Infrastructures

Comme mentionné plus tôt, le Centre de recherche en droit public constitue, d'une part, un espace de concertation entre chercheurs et, d'autre part, entre chercheurs et étudiants. Ces

rôles de diffusion du savoir ont été particulièrement affirmés, depuis 2004, par la consécration du CRDP comme figure de proue du *Regroupement stratégique* par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQR-SC). En 2011, la subvention a été renouvelée pour sept ans. L'activité du CRDP se mesure à sa grande capacité de fédérer des chercheurs et des projets de recherche. Le caractère interdisciplinaire de nos travaux favorise ce regroupement continu des activités scientifiques en droit.

Les chercheurs du CRDP bénéficient par ailleurs du travail d'un secrétariat très expérimenté, d'un personnel spécialisé dans la gestion de fonds de recherche importants et de spécialistes des communications électroniques. Si le CRDP peut également réaliser ses activités, c'est du fait du travail d'un personnel de recherche stable, comprenant près de cent chercheurs, professionnels, agents et auxiliaires de recherche, œuvrant avec toutes les équipes du Centre de recherche en droit public. Cette importante masse de collaborateurs explique en grande partie la capacité du CRDP d'agir comme catalyseur de la recherche dans de très nombreux aspects du droit contemporain, au Québec et au Canada.

Chercheurs du CRDP.

Le CRDP regroupe 15 chercheurs réguliers, 26 chercheurs associés, 26 collaborateurs, 6 chercheurs honoraires et deux chercheurs invités.

1. Chercheurs réguliers

Karim Benyekhlef (Axe 1 Et 2)

Professeur titulaire, Directeur, Laboratoire de cyberjustice, Chaire Lexum en information juridique

Cyberjustice | Droit constitutionnel | Droit et libertés | Technologies de l'information | Théories du droit

Courriel : *karim.benyekhlef@umontreal.ca*

Jean-François Gaudreault-Desbiens (Axe 1)

Professeur titulaire, Titulaire, Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées

Droit constitutionnel | Droit et religion | Droit et société | Minorités et diversité | Théories du droit

Courriel : *jf.gaudreault-desbiens@umontreal.ca*

Ysolde Gendreau (Axe1)

Professeure titulaire

Propriété intellectuelle

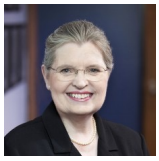
Courriel : *ysolde.gendreau@umontreal.ca*

Violaine Lemay (Axe 1)

Professeure agrégée

Droit et société | Interdisciplinarité | Minorités et diversité | Théories du droit

Courriel: *violaine.lemay@umontreal.ca*



Thérèse Leroux (Axe 3)

Professeure titulaire
Biotechnologies | Droit de la santé
Courriel : *therese.leroux@umontreal.ca*

Hugo Tremblay (Axe 3)

Professeur adjoint de droit des ressources naturelles et de l'énergie
Droit et développement durable
Courriel : *hugo.tremblay.7@umontreal.ca*

Nanette Neuwahl (Axe 1)

Professeure titulaire, Titulaire, Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne
Droit de l'Union européenne
Courriel : *nanette.neuwahl@umontreal.ca*

Pierre Noreau (Axe 1)

Professeur titulaire
Accès à la justice | Droit et société | Minorités et diversité | Règlement des différends
Courriel : *pierre.noreau@umontreal.ca*

Catherine Piché (Axe 1)

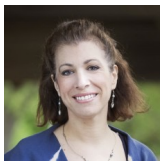
Professeure agrégée
Preuve | Procédure | Règlement des différends
Courriel : *catherine.piche@umontreal.ca*

Catherine Régis (Axe 3)

Professeure agrégée
Titulaire, Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé
Droit de la santé | Gouvernance | Règlement des différends
Courriel : *catherine.regis@umontreal.ca*

Stéphane Rousseau (Axe 1)

Professeur titulaire
Titulaire, Chaire en gouvernance et droit des affaires, Directeur, Centre de droit des affaires et du commerce international
Gouvernance
Courriel : *stephane.rousseau@umontreal.ca*

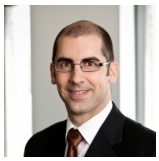


Hélène Trudeau (Axe 3)

Professeure agrégée
Droit de l'environnement
Courriel : *helene.trudeau@umontreal.ca*

Pierre Trudel (Axe 1 Et 2)

Professeur titulaire, Titulaire de la Chaire Wilson sur le droit des technologies de l'information jusqu'en juin 2015
Droit des médias | Économie numérique | Gouvernance | Propriété intellectuelle | Sécurité Technologies de l'information | Vie privée
Courriel : *pierre.trudel@umontreal.ca*



Nicolas Vermeys (Axe 2)

Professeur adjoint, Directeur adjoint, Laboratoire de cyberjustice
Cyberjustice | Économie numérique | Règlement des différends | Sécurité | Technologies de l'information
Courriel : *nicolas.vermeys@umontreal.ca*

Vincent Gautrais (Axe 1 Et 2)
Professeure titulaire, Titulaire, Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique
Droit et technologies de l'information et des communications
Courriel : *vincent.gautrais@umontreal.ca*

2. Chercheurs associés

- **Georges Azzaria** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Karine Bates** (Université de Montréal – Département d'anthropologie)
- **Angela Campbell** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Charles Emmanuel Côté** (Université Laval – Faculté de droit)
- **Marie Demoulin** (Université de Montréal – École de bibliothéconomie et des sciences de l'information (EBSI))
- **Jaye Ellis** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Catherine Garnier** (UQAM – Institut, santé et société)
- **Fabien Gélinas** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Mylène Jaccoud** (Université de Montréal – Faculté de criminologie)
- **Richard Janda** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Yann Joly** (Université McGill – Faculté de médecine)
- **Daniel Jutras** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Lara Khoury** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Bartha Maria Knoppers** (Université McGill – Faculté de médecine)
- **Solange Lefebvre** (Université de Montréal – Faculté de théologie)
- **Lyne Létourneau** (Université Laval- département des sciences animales)
- **Bjarne Melkevik** (Université Laval – Faculté de droit)
- **Pierre Emmanuel Moyse** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Victor Muniz-Fratecelli** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Richard Ouellet** (Université Laval – Faculté de droit)
- **Johanne Poirier** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Christian Saint-Germain** (UQAM – Faculté des sciences humaines)
- **Marion Vacheret** (Université de Montréal – Faculté de criminologie)
- **Shauna Van Praagh** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Christine Vézina** (Université Laval – Faculté de droit)

3. Chercheurs honoraires

- **Daniel Poulin**, Professeur émérite / Président, Lexum
- **Jacques Frémont**, Professeur émérite / Recteur de l'Université d'Ottawa

- **Andrée Lajoie,** Professeure émérite
- **Ejan Mackaay**, Professeur émérite
- **Patrick A. Molinari**, Professeur émérite
- **Guy Rocher**, Professeur émérite

4. Chercheurs invités

- **Michèle Stanton-Jean** (Université de Montréal - CRDP)
- **Fernando Sergio Tenorio de Amorim**

5. Collaborateurs

- **Gilles Bibeau**
  Professeur associé, Département d'anthropologie, Université de Montréal)
- **Alberto Bondolfi**
  Professeur honoraire d'éthique, Faculté de théologie, Université de Genève
- **Abdallah Daar**
  Professeur, Joint Center for Bioethics, University of Toronto
- **Bruno Deffains**
  Professeur, Université Panthéon-Assas
- **Denys Delâge**
  Professeur retraité, Département de sociologie, Université Laval
- **Jean-Louis Denis**
  Professeur titulaire, Chaire de recherche du Canada sur la gouvernance et la transformation des organisations et systèmes de santé, École nationale d'administration publique
- **Pierre-Gerlier Forest**
  Département de science politique, Université Laval
- **Daniel Gaudet**
  Professeur agrégé, Chaire en génétique préventive et génomique communautaire, Université de Montréal
- **Béatrice Godard**
  Professeur agrégé, Département de bioéthique, Université de Montréal
- **Richard Gold**
  Professeur titulaire, Faculté de droit, Université McGill
- **Éloïse Gratton**
  Associée Borden-Ladner-Gervais,
  Chargée de cours, Faculté de droit, Université de Montréal
- **Pavel Hamet**
  Professeur titulaire, Département de médecine, Université de Montréal
- **Thomas Hudson**
  Professor, Ontario Institute for Cancer Research, University of Toronto

- **Robert Kouri**
  Professeur titulaire, Faculté de droit, université de Sherbrooke
- **Carole Lévesque**
  NRS Urbanisation, culture et société
- **Yvan Perrier**
  Professeur, Cégep du Vieux-Montréal
- **Yves Poullet**
  Professeur, Recteur de l'Université de Namur
- **Marc-Urbain Proulx**
  Professeur, Département des sciences économique et administratives, UQAC
- **Christine Rothmayr Allison**
  Professeure agrégée, Département de psychologie, Université de Montréal
- **Bernard Saladin d'Anglure**
  Professeur, Département d'anthropologie, Université Laval
- **Peter Singer**
  Joint Center for Bioethics, University of Toronto
- **Dominique Sprumont**
  Professeur extraordinaire, Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel
- **Alain Strowel**
  Professeur, Université Saint-Louis Bruxelles
- **Daniel Thomas**
  Professeur, Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social, UQAT
- **David Vaver**
  Emeritus Professor, University of Oxford (R.-U.)
- **Brenda Wilson**
  Department of Epidemiology & Community Medicine, University of Ottawa

Conseil de direction du CRDP

PRÉSIDENT	HURTUBISE René, Juge retraité de la Cour supérieure du Québec
MEMBRES	BERNARD Louis, Retraité COUTO Francisco, Justice Canada BOUCHARD Marie-Philippe, Présidente directrice générale TV5 Québec Canada GOLD Marc, sénateur KENNIFF Patrick, Kenniff & Racine LORD Guy, Retraité PAQUETTE Yann, Ministère de la Justice, Québec TRAHAN Anne-Marie, Juge retraitée de la Cour supérieure du Québec
MEMBRES D'OFFICE	PORTES Virginie représentant vice doyen à la recherche GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François, Doyen, Faculté de droit, UdeM GAUTRAIS Vincent, Directeur, CRDP, UdeM

Personnel administratif du CRDP

DIRECTION	GAUTRAIS Vincent
Direction administrative (FACULTÉ/CRDP)	BOYER Manon
ADMINISTRATION	ROY Odette, Commis aux affaires administratives LONNÉ Manuelle, Conseillère en gestion financière
COORDINATION	LARGENTÉ Laurence, Coordonnatrice scientifique FAU Valentine, Responsable des communications et responsable des relations étudiantes (jusqu'au 30 juin 2018) ZANNOU Ledy, Responsable des communications et responsable des relations étudiantes (depuis 27 août 2018)
SECRÉTARIAT	MAGANA Alma Lorena et THÉRIAULT-SYLVESTRE Sylvie, Agentes de secrétariat
SOUTIEN INFORMATIQUE	Pierre LESAGE (Faculté de droit)

Agents de recherche

ABRAN France
Agente de recherche (jusqu'au 1ier mars 2018)

CALLIPEL Valentin
Chargé de mission, Laboratoire de cyberjustice

AMAR Emmanuelle
Coordonnatrice scientifique du laboratoire de Cyberjustice (jusqu'au 30 septembre 2017)
LABARUSSIAS Jordane
Coordonnateur scientifique du laboratoire de Cyberjustice (depuis 2018)

CACHECO Maya
Coordonnatrice scientifique projet ADAJ

Assistants de recherche

PREBÉ Renald
Coordonnateur, Chaire Wilson

ESTACHY Hannelore
Développement et graphisme OPENUM

GIRARD Marie-Andrée
Coordonnatrice scientifique, Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé (jusqu'en 31 décembre 2018)

SMOUK Karima
Coordonnatrice, Chaire Lexum

Les centres affiliés et réseaux de recherche

CDACI – Centre de droit des affaires et du commerce international, Faculté de droit, Université de Montréal

CPPI – Centre des politiques en propriété intellectuelle, Faculté de droit, Université McGill

Public Population Project in Genomics and Society, Centre d'innovation Génome Québec/Université McGill

Au Canada

Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé, Faculté de droit, Université McGill

Centre for Innovation Law and Policies, Faculty of Law, University of Toronto

Joint Centre for Bioethics, University of Toronto

Health Law Institute, Faculty of Law, University of Alberta

Doctorat en sciences humaines appliquées, Université de Montréal

Centre canadien d'études allemandes et européennes, Université de Montréal

Centre de recherche du CHU Sainte-Justine, Centre hospitalier universitaire Sainte-Justice / Université de Montréal

Centre de recherche du CHUM, Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Unité de recherche en neuroéthique de l'IRCM, Institut de recherches cliniques de Montréal

Hors du Canada

CERSA – Centre d'études et de recherches de science administrative, Centre national de recherche scientifique / Université Panthéon-Assas Paris II (France)

CECOJI – Centre d'études sur la coopération juridique internationale, Centre national de recherche scientifique / Université de Poitiers (France)

CRIDS – Centre de recherche Information, Droit et Société, Université de Namur (Belgique)

CERAPS – Centre d'études et de recherche administratives, politiques et sociales, Centre national de recherche scientifique / Université Lille-II Droit et Santé (France)

IRDA – Institut de recherches pour un droit attractif, Université Paris-XIII Nord (France)

GERN – Groupe européen de recherches sur les normativités, Centre national de recherche scientifique (France)

Centre de droit public, Université libre de Bruxelles (Belgique)

Autoritat Catalana de Protecció de Dades, (Autorité catalane de protection des données) (Espagne)

Fundaciòn Canadà, (Espagne)

Centro de Estudios de Derecho Ambiental de Tarragona (Centre d'études de droit de l'environnement de Tarragona, Université Rovira i Vigili (Espagne)

Max Planck Institute for Social Anthropology, Munich

Recherches du CRDP

Axe 1. Droit et nouveaux rapports sociaux

Les travaux de l'axe « **Droit et nouveaux rapports sociaux** » portent essentiellement sur l'ajustement continu en lien avec la nature même du droit qui cherche à évaluer, redéfinir, peser les rapports sociaux entre entités en opposition. Que ce soit entre majorité et minorité, entre développement économique et développement durable, entre les institutions juridiques et le justiciable, entre l'État et le citoyen quant au contrôle du second par le premier ou à la mise en forme des relations interpersonnelles ou des rapports commerciaux, les relations sont confrontées à des changements d'envergure qui demandent à être objectivés.

Les travaux menés sous cet axe s'articulent autour de la gouvernance en général et s'ouvrent à la vision offerte par la sociologie, la juriscomptabilité, la science politique, l'anthropologie, l'histoire et la philosophie. Le droit y est abordé à la fois comme production sociale et comme facteur structurant des rapports sociaux. Les thèmes abordés au sein de cet axe touchent notamment la gouvernance autochtone, la déontologie judiciaire et les nouvelles formes de la gouvernance étatique.

Les chercheurs principaux de l'axe participent à des projets, des publications et à l'organisation de nombreux colloques et conférences sur des thèmes aussi variés que la spéculation financière, le processus de nomination des juges ou encore la gouvernance des organisations.

Les projets de recherche en cours en 2018.

- « La jeunesse au carrefour entre famille, communauté, État et société » [2016-2019]
  Organisme subventionnaire : Fondation Charles Coderre
  Chercher principal : **Pierre Noreau**

- « Les pratiques pénales au Canada : vers un virage punitif des tribunaux ? » [2017-2020]
  Organisme subventionnaire : CRSH (Programme savoir)
  Chercheur Collaborateur : **Pierre Noreau**, Chercheur principal : Chloé Leclerc, Criminologie UdeM,

- « La jeunesse au carrefour entre famille, communauté, État et société » [2018-2019]
  Organisme subventionnaire : CRSH (Programme Connexion)
  Chercheur principal : **Pierre Noreau**

- « Les pratiques pénales au Canada : vers un virage punitif des tribunaux » [2017-2020]
  Organisme subventionnaire : CRSH (Programme savoir)
  Co-chercheur : **Pierre Noreau**, Chercheur principal : Chloé Leclerc, Criminologie UdeM)

- « Accès au droit et à la justice » (ADAJ) [2016-2022]
  Organismes subventionnaires : Barreau, Chambre des notaires, Soquij, Sarrazin Plourde, Mitacs
  Chercheur principal : **Pierre Noreau**

- « ADAJ - Accès au droit, accès à la justice » [2016-2022]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Co- chercheure principale : **Catherine Piché,** chercheur principal : **Pierre Noreau**

- « Le recours collectif comme moyen compensateur pour le justiciable québécois » [2015-2018]
  Organisme subventionnaire : **Fondation Claude Masse**
  Chercheure principale : **Catherine Piché**

- « La compensation du justiciable par le recours collectif » [2015-2018]
  Organisme subventionnaire : FQRSC
  Chercheure principale : **Catherine Piché**
  Collaborateur : **Stéphane Rousseau**

- « Protéger, respecter et réparer : les instruments d'élaboration et de mise en œuvre de la responsabilité sociale de l'entreprise » [2017-2019]

  Organisme subventionnaire : Fonds québécois pour la recherche sur la société et la culture (FRQ-SC)

  Chercheur principal : **Stéphane Rousseau**

- « La protection des investisseurs vulnérables » [2016-2018]

  Organisme subventionnaire : Fondation du Barreau du Québec/Fondation du droit de l'Ontario

  Chercheur principal : **Stéphane Rousseau**

Axe 2. Droit et technologies de l'information et des communications

Les travaux menés dans le cadre de l'axe **Droit et technologies d'information et des communications** visent à éclairer les mutations et redéfinitions induites dans les environnements technologiques au regard du droit et des autres normativités. Trois séries de questions rassemblent les chercheurs de cet axe, et ce, autour de trois grands types d'acteurs : en premier lieu, le cadre juridique et normatif du cyberespace s'intéresse à la place de l'État comme producteur de lois; en deuxième lieu, des mécanismes informels de régulation applicables aux technologies de l'information proviennent de communautés civiles ou marchandes dont on doit soit tenir compte soit critiquer; en troisième lieu, il importe d'analyser la production judiciaire des tribunaux au regard, d'une part, des droits fondamentaux qui sont souvent rééquilibrés face à la rapidité des changements sociaux et technologiques et, d'autre part, des nouveaux outils et les mutations induites par la cyberjustice.

L'avènement des plateformes de réseaux sociaux (Web 2.0) constitue un autre point de départ de plusieurs projets de recherche entrepris par les chercheurs, ce nouvel Internet permettant d'accorder une place encore plus importante à la construction de communautés. Plus d'une trentaine de projets de recherche ont été menés ou sont en cours dans le cadre de cet axe de recherche. Ces dernières années, les chercheurs ont produit près de 20 livres, 50 articles et autres contributions scientifiques et prononcé plus de 250 conférences.

L'axe « Droit et technologies de l'information et des communications » est particulièrement fier d'accueillir le Laboratoire de cyberjustice, plus grande infrastructure mondiale du genre qui s' s'est imposé comme un partenaire de choix pour plusieurs organismes internationaux, dont la Banque mondiale, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et nationaux, comme le Centre canadien de technologie judiciaire, le Ministère de la justice du Québec et le Barreau du Québec. La réputation du CRDP repose également sur les travaux innovants menés par la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique et la Chaire d'excellence de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques.

Les projets en cours

- « Autonomisation des acteurs judiciaires par la cyberjustice et l'intelligence artficielle » [2018-2024]
  Organisme subventionnaire : CRSH Partenariat
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- Plateforme de négociation et de médiation en ligne [2019-2020]
  Organisme subventionnaire : CNESST
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Plateforme de règlement en ligne des conflits 2.0 » [2018-2019]
  Organisme subventionnaire : CAT
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- **«** Repenser le droit processuel : vers une cyberjustice » (2011-2018)
  Organisme subventionnaire : Conseil de recherche (GTRC) et Université de Montréal
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- Projet-pilote sur la négociation et la médiation de conflits de consommation- Suite [2018-2019]
  Organisme subventionnaire : Office de la protection du consommateur et MJQ
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Étude sur le cadre juridique de gestion de l'information judiciaire » [2014- …]
  Organisme subventionnaire : Ministère de la Justice du Québec
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « La justice mobile » [2014-2019]
  Organisme subventionnaire : Fondation canadienne de l'innovation, Fonds des Leaders
  Chercheur principal : **Karim Benyeklhef**

- « Réseau d'excellence pour l'étude du droit global » [2015…]
  Organisme subventionnaire : G3
  Co-chercheur : **Karim Benyekhlef**

- PARLe pilot project [2016-2018|]
  Organisme subventionnaire : OPC
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- Condo Authority Tribunal [2017-2018]
  Organisme subventionnaire : Condo Authority
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Les incidences du moissonnage des mégadonnées judiciaires sur l'accès à la justice et la protection de la vie privée » [2017-2020]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Co-chercheur : **Karim Benyekhlef** (Chercheur principal : **Nicolas Vermeys)**
- « Réforme la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information » [2019 – 2020]
  Organisme subventionnaire : Ministère de la justice du Québec
  Chercheur principal : **Vincent Gautrais**
- « Normativité individuelle : enjeux juridiques de la documentation » [2015 – 2018]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Chercheur principal : **Vincent Gautrais**
- « Droit et Accès à la justice (ADAJ) » [2016 – 2022]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Co-chercheur : **Pierre Trudel** (chercheur principal : **Pierre Noreau**)
- **«** Repenser le droit processuel : vers une cyberjustice » (2011-2018)
  Organisme subventionnaire : Conseil de recherche (GTRC) et Université de Montréal
  Co-chercheur : **Nicolas Vermeys** (Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**)
- « Étude sur le cadre juridique de gestion de l'information judiciaire » [2014- …]
  Organisme subventionnaire : Ministère de la Justice du Québec
  co-chercheur **Nicolas Vermeys** (Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**)
- PARLe pilot project [2016-2018|]
  Organisme subventionnaire : OPC
  Co-chercheur : **Nicolas Vermeys** (Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**)
- « Droit et Accès à la justice (ADAJ) » [2016 – 2022]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Co-chercheur : **Nicolas Vermeys** (chercheur principal : **Pierre Noreau**)
- Les incidences du moissonnage des mégadonnées judiciaires sur l'accès à la justice et la protection de la vie privée [2017-2020]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Chercheur principal : **Nicolas Vermeys**
- Condo Authority Tribunal [2017-2018]
  Organisme subventionnaire : Condo Authority
  Co-chercheur : **Nicolas Vermeys** (Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**)

Axe 3. Droit, santé et développement durable

L'axe « **Droit, santé et développement durable** » traite d'un domaine sujet à une évolution rapide qui influence la manière de réguler ce secteur de pointe. Aussi, depuis longtemps, les travaux réalisés au sein de cet Axe sont consacrés à l'examen de nombreuses questions tant juridiques qu'éthiques telles que la transplantation d'organes, la génomique, la politique des médicaments, les zoonoses, la protection de la santé publique la gouvernance de la recherche en santé, l'encadrement normatif des nanotechnologies, les mesures de contrôle de la réhabilitation des sols contaminés, les organismes génétiquement modifiés, etc. Nos chercheurs et collaborateurs travaillant sur les questions d'innovation en matière de santé humaine, d'environnement et d'agriculture ont ainsi développé et contribué à des projets consacrés aux aspects éthiques, environnementaux, légaux et sociaux.

Ces dernières années, les travaux des chercheurs de l'axe se sont concentrés sur droit de la santé et du droit du développement durable. Le CRDP accueille ainsi depuis 2013 la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politique de la santé.

Les projets en cours

- **«** Réseaux stratégiques Programme sur les aspects du NE³LS » [2015-2021]
  Développement d'un réseau de recherche et d'innovation pour l'étude des NE³LS
  Organisme subventionnaire : Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
  Co-chercheure : **Thérèse Leroux**
  (Chercheur principal : Marie-Hélène Parizeau)

- « Analyse du rôle de l'expertise médicale judiciaire au regard de l'enjeu de l'accès à la justice » [2016-…]
  Organisme subventionnaire: Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) dans le cadre du projet ADAJ: http://adaj.ca/
  Co-chercheure : **Catherine Régis**

- « Le rôle de la profession médicale dans les réformes de santé : analyse comparée Angleterre et Canada », projet de livre accepté pour publication auprès de Policy Press (Bristol University) [2017-2019]
  Organisme subventionnaire : Chaire de recherche du Canada sur le design et l'adaptation des systèmes de santé
  Co-chercheure : **Catherine Régis** (co-chercheurs : Jean-Louis Denis, Veronesi Gianluca, et Sabrina Germain)

- « Le Patient Accompagnateur, une Ressource Organisationnelle comme Levier pour une Expérience patient améliorée en oncologie (PAROLE-Onco) » [2017- 2021]
  Organisme subventionnaire : Instituts de recherche en santé du Canada, programme PASS
  Co chercheure **: Catherine Régis,** Chercheuse principale **:** Marie-Pascale Pomey

- « Subvention pour le développement de projet de recherche international », [2017-2018]
  Organisme de financement : Direction des affaires internationales de l'Université de Montréal
  Chercheure principale **: Catherine Régis**

- « ATRAP - Algal Blooms, Treatment, Risk Assessment, Prediction and Prevention through Genomics » [2016 – 2020]
  Organisme subventionnaire : Génome Québec/Canada, Projet multidisciplinaire
  Co-chercheur : **Hugo Tremblay**

- « Réseau pour la mise en place d'un consortium multisectoriel pour l'étude de l'environnement socio-écologique dans le golfe du Saint-Laurent », [à partir de 2015]
  Organisme subventionnaire : Fonds de recherche Nature et technologies, gouvernement du Québec
  Co-chercheur : **Hugo Tremblay**. Chercheur principal : **Philippe Archambault**

- « Les ententes intergouvernementales applicables aux eaux transfrontalières entre, le Québec et les provinces canadiennes et les états américains voisins »
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Chercheur principal : **Hugo Tremblay**

- « Le droit des ressources naturelles et de l'énergie au Québec » [2017-2018]
  Organisme subventionnaire : Fondation du Barreau du Québec Ouvrage collectif de doctrine
  Co-chercheur : **Hugo Tremblay**

- « Le développement des substances minérales et des hydrocarbures à l'interface des usages du territoire » [2017-2019]

Organisme subventionnaire : Chambre des notaires du Québec
Chercheur principal : **Hugo Tremblay**

- « ATRAPP - Algal Blooms, Treatment, Risk Assessment, Prediction and Prevention through Genomics », (2015-2019)
  Organisme subventionnaire **:** Génôme Québec/Canada
  Co-chercheure : **Hélène Trudeau**

Chaires de recherche

Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

Titulaire : Pre Catherine Régis

L'objectif général de la Chaire sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé est de mieux comprendre et de modéliser le défi de la collaboration au sein des systèmes de santé, un enjeu ayant des retombées concrètes et notables sur leur viabilité. Dans son volet de recherche fondamentale, la Chaire cherche à approfondir la compréhension des enjeux et des facteurs de collaboration au sein des systèmes de santé. Cette compréhension des facteurs de coopération a des retombées directes en matière d'ingénierie des politiques publiques, en permettant une activité de régulation sociale basée sur une analyse plus fine des facteurs qui inhibent ou favorisent les collaborations souhaitées au sein du système de santé. Dans son volet de recherche appliquée, la Chaire incorpore le modèle collaboratif qui découle de son volet de recherche fondamental à travers différents projets de recherche spécifiques comme : les partenariats émergents privé-public de financement et de fourniture de soins et services; les mécanismes de prévention et règlement des différends qui doivent soutenir une gouvernance collaborative; la collaboration interprofessionnelle et interinstitutionnelle dans le secteur de la santé.

Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique

Titulaire : Pr Vincent Gautrais

La Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique consacre ses activités à l'étude des mutations du droit et des autres normativités encadrant les échanges dans le cyberespace. Elle vise à mieux comprendre le fonctionnement du droit et des autres normes de conduite et à mettre au point des stratégies pour assurer le bon déroulement des activités de commerce électronique et des autres interactions dans le cyberespace. La Chaire se donne pour mission de renforcer et de consolider les capacités de recherche dans le champ du droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

Chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne

Titulaire : Pre. Nanette Neuwahl

Cette Chaire vise à pallier la pénurie de cours en droit de l'Union européenne au Québec et au Canada et à fournir les outils nécessaires aux étudiants qui désirent poursuivre des études supérieures dans cette discipline. Cet engagement envers ce domaine d'études est une première au Canada. Son programme d'activités renforce l'objectif de la Faculté de droit de l'Université de Montréal de préparer ses étudiants pour une carrière internationale, leur

permettant de pratiquer le droit non seulement au Canada ou aux États-Unis, mais aussi à l'étranger, spécialement en Europe. La Chaire permet en effet de diversifier l'offre de cours en droit de l'Union européenne, tant pour les étudiants de premier cycle que pour ceux des études supérieures. En outre, la Chaire implique de jeunes chercheurs dans une série d'activités nouvelles en droit de l'Union européenne ou comparé, auxquelles peuvent être associés des professeurs étrangers spécialisés.

Chaire Lexum en information juridique

Titulaire : Pr. Karim Benyekhlef

Les objectifs scientifiques de la Chaire visent à favoriser des travaux et des activités aspirant à faciliter l'accès à la justice, l'accès au droit et les enjeux afférents au recours aux technologies de l'information dans le monde juridique. À ce titre, les enjeux socio-juridiques et techno-juridiques entourant l'avènement de la cyberjustice sont au cœur du programme scientifique de la Chaire.

Chaire en gouvernance et droit des affaires

Titulaire : Pr. Stéphane Rousseau

La Chaire a pour objectifs d'étudier comment le droit s'adapte pour encadrer les activités commerciales; d'étudier les problématiques reliées au droit des affaires et du commerce international et de proposer des solutions qui peuvent y répondre de façon efficace; d'assurer la formation de juristes et de chercheurs de premier plan, capables d'affronter la concurrence et aptes à devenir des chefs de file dans leur domaine; de transmettre des connaissances et de favoriser la coopération entre les milieux où évoluent les acteurs du droit des affaires et du commerce international.

La Chaire vise à maintenir de hauts standards de rigueur propres à la recherche universitaire, notamment par des débats, des échanges et des tests d'hypothèses abordés avec des méthodes scientifiques, quantitatives et qualitatives; réaliser des travaux et mener des activités sur des sujets d'intérêts pour les communautés universitaires et professionnelles de manière à contribuer à la réflexion et aux débats; mener des travaux de recherche et des activités sans parti pris, avec intégrité et honnêteté intellectuelle; fournir des solutions aux défis auxquels font face les professionnels et les gens d'affaires par les activités de recherche et de formation.

Autres organisations de recherche associées directement au CRDP

Laboratoire de cyberjustice

Créé en 2010 par les professeurs Karim Benyekhlef de l'Université de Montréal et Fabien Gélinas de l'Université McGill, le Laboratoire de cyberjustice est un espace de réflexion et de création où les processus de justice sont modélisés et repensés. Plus précisément, l'équipe du Laboratoire analyse l'incidence des technologies sur la justice et développe des outils

technologiques concrets et adaptés à la réalité des systèmes judiciaires. Bénéficiant d'une expertise universitaire et multidisciplinaire, l'équipe du Laboratoire est animée par plusieurs étudiants dynamiques ainsi que par des chercheurs et professionnels qualifiés. En plus de son équipe permanente, établie à l'Université de Montréal et à l'Université McGill, l'expertise du Laboratoire s'étend à l'échelle mondiale: son équipe internationale rassemble 20 universités et centres de recherche, 36 chercheurs et 9 partenaires.

Observatoire du droit à la justice (ADAJ)

Créé en 2005 par le professeur Pierre Noreau, l'Observatoire est composé d'une équipe de chercheurs et de professionnels issus de tous les horizons du droit, il vise à atteindre trois objectifs principaux : documenter empiriquement la situation de la justice au Québec; réfléchir sur les principes généraux qui sous-tendent le droit à la justice; proposer des solutions viables et efficaces au problème contemporain de l'accès à la justice. À travers une compréhension accrue du système de justice par le public et le développement des connaissances du droit, l'Observatoire cherche ainsi à rendre la justice accessible par l'élargissement de l'espace des communications entre le monde du droit et celui des sujets de droit.

Laboratoire sur les actions collectives

L'objectif premier du Laboratoire est de permettre échanges et réflexions entre praticiens, penseurs, chercheurs et juges intéressés par le droit et la pratique des recours collectifs au Québec et ailleurs au Canada et dans le monde. À cet égard, le Laboratoire agira comme plateforme de communication, d'échange d'informations, de lieu de rencontre. Ainsi, il servira de centre de réflexion quant à la réforme du droit des recours collectifs, autant ici qu'ailleurs à travers le monde. Dans un deuxième et tout aussi important ordre, le Laboratoire facilitera la collecte de données et statistiques judiciaires et la documentation de la pratique et du droit des recours collectifs, ainsi que la diffusion des connaissances sur les plans théorique et empirique concernant le recours collectif. Cet exercice pourra se faire en coopération avec le Fonds d'aide aux recours collectifs, fonds québécois qui permet d'assurer le financement public du recours collectif à certaines conditions. Une plateforme virtuelle pourra à ces fins être mise en place et mise à jour, principalement sous la forme d'une page Web. Dans un troisième ordre, le Laboratoire permettra de stimuler l'enseignement du droit des recours collectifs au Québec et ailleurs en permettant l'enseignement de la matière au premier cycle et aux études supérieures, l'embauche d'assistants et d'adjoints à la recherche, le développement de programmes et de certificats ou spécialisations dans ce domaine.

http://www.classactionslab.ca/fr/about/missions/

H-POP- Hub santé : politiques, organisations et droit

La création du Hub Santé – politique, organisations et droit (H-POD), s'appuie sur des actifs institutionnels importants dans le développement des savoirs et de l'expertise sur les

systèmes de santé à l'Université de Montréal: la Chaire de recherche du Canada sur le design et l'adaptation des systèmes de santé (titulaire : Jean-Louis Denis), la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de santé (titulaire : Catherine Régis) et le Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal (CRCHUM), la Faculté de droit de l'Université de Montréal, l'École de Santé publique (ESPUM) et le Centre de recherche en droit public (CRDP).

Le H-POD s'appuie donc, entre autres, sur la fédération de deux chaires ayant des sujets d'intérêt communs et propose de nombreuses innovations en ayant pour principe de conjuguer des visions disciplinaires différentes (politique, organisations et droit) pour éclairer la recherche et la prise de décision au sein des systèmes de santé.

https://h-pod.ca/a-propos/presentation/

Annexes

Annexe 1 : Les publications de 2018

CHERCHEUR-ES RÉGULIER-ES

Ouvrages

BENYEKHLEF Karim et DÉZIEL Pierre-Luc
Le droit à la vie privée au Québec et au Canada, Montréal, Éditions Yvons Blais, 2018, 855 p.

GAUTRAIS Vincent
Preuve technologique, 2e édition, LexisNexis Canada, Montréal, août 2018, 512 p. (réédition)

LEROUX Thérèse et **TRUDEAU** Hélène (dir.),
Les aspects juridiques de la phytoremédiation au Québec
Montréal, Éditions Thémis, en cours d'édition pour 2019, environ 300 p.

NOREAU Pierre
« Narration et décision : les dimensions jumelles », Préface de l'ouvrage de Juliette Vani, *Une histoire de vérités : perspective narrative sur le procès criminel*,
Montréal, Éditions Thémis, 2018.

NOREAU Pierre et BERNHEIM Emmanuelle
La déontologie judiciaire appliquée (4e édition)
Montréal, Wilson et Lafleur, 2018, 405 p.

NOREAU Pierre et BERNHEIM Emmanuelle,
Applied Judicial Ethics, (4e édition)
Montréal, Wilson et Lafleur, 2018, 405 p.

PICHÉ Catherine
Class Action Effects/Les effets de l'action collective, Montréal, Éd. Yvon Blais, 2018 (actes de colloque), 500 p.

SAUVAGEAU Florian, THIBAULT Simon et **TRUDEL** Pierre
Les fausses nouvelles nouveaux visages, nouveaux défis, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 268 p.

Chapitres de livre

BENYEKHLEF Karim
« Les glissements du droit à la vie privée. De Feydeau à Facebook : de la comédie de mœurs à l'économie des données », dans *Mélanges Patrick Molinari*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 291-319

« Dialogue autour de la régulation des technoproduits. Algorithme, architecture et règlement en ligne des conflits », dans Liber Amicorum Yves Poullet, Bruxelles, Larcier, 2018, 333-352

BENYEKHLEF Karim et AMAR Emmanuelle
« Some Reflections on The Future of Online Dispute Resolution. From e-platform to Algorithms», dans Imma BARRAL (dir.), *La resolución de conflictos con consumidores : de la mediación a las ODR*, Madrid, Éditions Reus, 2018, 229-269 (avec)

GAUDREAULT DESBIENS JEAN-FRANÇOIS
"The Law and Politics of Secession: From the Political Contingency of Secession to a "Right to Decide"? Can Lessons Be Learned from the Quebec Case ?", dans G. Delledone & G. Martinico (dir.), *The Canadian Contribution to a Comparative Law of Secession. Legacies of the Quebec Secession Reference*, p. 33-68.

"Cohesive Fear : A Comment on Maclure and Lacroix", dans K. Alidali & M.-C. Foblets (dir.), *Public Commissions on Cultural and Religious Diversity. National Narratives, Multiple Identities, and Minorities,* Londres, Routledge, 2018, p. 175-180.

GAUTRAIS Vincent
« The Normative Ecology of Disruptive Technology », dans Derek MCKEE, Finn MAKELA et Teresa SCASSA (Dir.), *Law and the "Sharing Economy": Regulating Market-Based Online Platforms*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2018.

NEUWAHL NANETTE
'Canada et Union européenne – un partenariat innovateur et hors du commun'. In : *Encyclopédie du Jurisclasseur : Europe (Traité), LexisNexis,* 2018. Fasc. 2212.

NOREAU Pierre,
« Orientation, désorientation et réorientations, ce qui reste de nos amours… Une certaine ambition », dans Vincent Gautrait (dir.), *L'École de Montréal*, Montréal, Thémis, 2019, p. 35-43.

NOREAU Pierre,
« Une sociologie… pour le société », dans Marc-Henry Soulet (dir.)., *Sociétés en mouvement, sociologie en changement,* Québec, Presses de l'Université Laval (coll. Sociologie contemporaine), 2018, p. 325-346.

BELLEY Jean-Guy et **NOREAU** Pierre,
« La sociologie de André-Jean Arnaud » dans Wanda Capeller et Jacques Commaille, *Mélanges en l'honneur de André-Jean Arnaud*, Paris, LGDJ, 2018, 24 pages.

LAMARI Moktar et **NOREAU** Pierre et LEDUC Marylène,
« Measuring Access to Justice: What can be Counted? What Counts? » in Trevor Farrow and *al*., Cost and Value of Justice, Toronto, 2018, 43 pages

NOREAU Pierre et BONIN Pierre Olivier
« Faire droit… devenir juriste. Trajectoire des étudiants en faculté : une étude en contexte québécois, dans Massimo Vogliotti (dir), *Pour une nouvelle éducation juridique*, Paris, *L'Harmattan*, 2018, p.193-224.

PICHE Catherine
«Evidentiary Standards and Assessment of Evidence Across Legal Systems. General Report », in IIDP y IAPL, *La prueva en el processo – Evidence in the Process* – II Conferencia Internacional & XXVI Jordanas Iberoamericanas de Derecho Procesal, Barcelona, Spain: Atelier Libros juridicos, 2018, p. 225-250

PICHÉ Catherine
« Livre 7 – De la preuve », dans B. MOORE (dir.), *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 2ème éd., Montréal : Éd. Yvon Blais, 2018, 50 p.

PICHÉ Catherine
"No hay justicia sin acceso a la justicia : Descripcion de algunas iniciativas de reforma en derecho procesal canadiense », dans Eduardo Oteiza, coord., *Sendas de la Reforma a la Justicia a Principios del s. XXI – Perspectiva Latinoamericana*, Madrid, Marcial Pons Ed., 2018, 40 p.

PICHÉ Catherine et KLEEFELD John
"Settlement" in Janet Walker & Garry D. Watson, eds, *Class Actions in Canada: Cases, Notes and Materials* Toronto, Emond Montgomery Publications, 2013, p. 48.

TRUDEL Pierre
« Le droit de la personne sur son image » dans Vincent GAUTRAIS, Catherine RÉGIS et Laurence LARGENTÉ et al. (dirs) *Mélanges en l'honneur du professeur Patrick A. Molinari*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, pp. 353-389.

« La régulation des activités sur Internet : une gestion de risques en réseaux » dans Élise Degrave, Cécile DeTerwangne, Sévérine Dussolier et Robet Queck, *Law, Norms and Freedoms in Cyberspace / Droit, normes et libertés dans le cybermonde,* Bruxelles, Larcier, 2018, 445-458.

VERMEYS Nicolas
« Les modes privés de prévention et de règlement des différends en ligne », dans Pierre-Claude LAFOND (dir.), *Régler autrement les différends*, 2e éd., Montréal, Lexis Nexis, 2018, 45 pages.

« La justice… par les médias sociaux », dans Pierre-Claude LAFOND, *Les voies de justice du consommateur*, Cowansville, Yvon Blais, 2018, 21 p.

Articles

BENYEKHLEF Karim
« Autour de l'École de Montréal », dans Vincent GAUTRAIS (dir.), *École de Montréal*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 1-18

« L'intelligence artificielle et les principes de justice fondamentale », (2018) *Options politiques/Policy Options*, 3 pages. Disponible à http://policyoptions.irpp.org/fr/magazines /february-2018/lia-et-nos-principes-de-justice-fondamentale/

BENYEKHLEF Karim et ZHU Jie
« Intelligence artificielle et justice : justice prédictive, conflits de basse intensité et données massives », (2018) 30 *Les Cahiers de propriété intellectuelle*, 789-826

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François, NTAGANDA Vanessa et KARAZIVAN Noura
"The Rise and Fall of Freedom of Expression in the McLachlin Court ?", (2018) 87 *Supreme Court Law Review*, p. 211-253.

GAUTRAIS Vincent
« Écologie normative des technologies disruptives », (2018) 30-3 *Cahiers de propriété intellectuelle* 1031 -1066.

NEUWAHL Nanette,
« L'exemple du CETA pour les rapports futurs Union européenne/Royaume-Uni – et le report du CETA? », 30.2 *Revue québécoise de droit international* (2017), p. 195-220

'Ratification Risks in Mixed Agreements – The Case of CETA', 23/3 *European Foreign Affairs Review* (2018), p. 145-8

NOREAU Pierre
« Les sciences sociales et humaines, en quête de nouveaux laboratoires d'idées », dans Alliance Athéna, *Humanité et sciences sociales*, Paris, 2018, 9 pages (sous presses)

PROM TEP Sandrine; MILLERAND Florence, PARADA Alexandra, A (M.A), BAHARY Alexandra; **NOREAU** Pierre et SANTORINEOS Anne - Marie,
« Legal Information in Digital Form: The Challenge of Accessing Computerized Court Records » *in*: *Annual Review of Interdisciplinary Justice Research*, Volume 8, (2018), 25 pages (accepté)

PICHÉ Catherine
"Reaching the Universe of Class Claimants through New Technologies and Social Networks", Canadian Journal of Law and Technologies (accepté; à paraître en 2018)

"Class Actions in Quebec: Highlights of a Unique Procedure" (translated by Antonios Karaiskos) (2018) 40:4 The Doshisha Law Review 295 (21 p.) published by The Doshisha Law Association, Kyoto, Japan

"Class Action Value", (2018) 19: 1 *Theoretical Inquiries in Law* 261, 41 p.

« Administering Justice and Serving the People: The Tension between Judicial Efficiency and Informal Justice in Canadian Access to Justice Initiatives", (2018) 10:3 *Erasmus Law Rev*. 137-150

TRUDEAU, Hélène
« Le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre : l'expérience québécoise », «Cap-and-Trade System for Greenhouse Gas Emission Allowances: The Quebec Experience», (2018) *Symposium Proceedings, Canadian Institute of Resources Law*, 15 p., en ligne : https://cirl.ca/files/cirl/cap-and-trade-system_the-quebec-experience_pdf.pdf

CODÈRE, Charles et **TRUDEAU** Hélène
« À la recherche d'une tarification pancanadienne du carbone • les enjeux juridiques de la coopération intergouvernementale pour protéger le climat», (2018) 18 *Journal Fédéralisme-Régionalisme* (Université de Liège, Belgique), 34 p., en ligne : https://popups.uliege.be/1374-3864/index.php?id=1756

TRUDEL Pierre
« Rendre le droit lisible », *Droit Montréal*, Automne 2018, numéro 25, p. 28

VERMEYS, Nicolas
« La responsabilité du fait des agents autonomes », (2018) *Cahiers de propriété intellectuelle*, 29 p.

GIUFFRIDA, Iria LEDERER Fredric et **VERMEYS** Nicolas
« A Legal Perspective on the Trials and Tribulations of AI », (2018) *Case Western Reserve Law Review*, 35p.

BIRON Julie et **VERMEYS** Nicolas
« L'encadrement des robots-conseillers canadiens », (2018) *Revue du Barreau*, 47 p.

Rapports de recherche

LAMARI Moktar, **NOREAU** Pierre, LEDUC Marylène et LEBLANC Félix,

Performance du système de justice canadien : Comparaison interproviciale, Montréal/Québec, ENAP/UdeM, octobre 2018, 22 pages.

LAMARI Moktar, **NOREAU** Pierre et LEBLANC Félix,
Performance des systèmes de justice, Qu'est ce qui compte ? Étude préparatoire dans le cadre du Chantier 7 (2e mise à jour), Montréal/Québec, ENAP/UdeM, septembre 2018, 70 pages.

TRUDEL Pierre, **NOREAU** Pierre et *al*.
Rapport du Comité Ad Hoc sur la recherche dans la carrière professorale en droit, Montréal, Faculté de droit de l'Université de Montréal, 12 avril 2018, 32 pages.

COSTANZO Valérie et **NOREAU** Pierre,
Déontologie judiciaire : Les sanctions imposées aux juges reconnus fautifs, faut-il un large éventail de mesures ou un seuil fatal ? Document de travail nº 2, soumis au Conseil de la magistrature, Montréal, avril 2019, 30 pages.

COSTANZO Valérie et **NOREAU** Pierre,
Déontologie judiciaire : Les sanctions imposées aux juges reconnus fautifs, faut-il un large éventail de mesures ou un seuil fatal ? Document de travail nº 1, soumis au Conseil de la magistrature, Montréal, février 2019, 23 pages.

PICHÉ Catherine
The Fourth Dimension to Class Actions : Access to a Meaningful Benefit, (2018) 13:2 Canadian Class Actions Review, 30 p. (approx.)

PICHÉ Catherine
National Report for Common Law Canada – Anti-Suit Injunctions in Arbitral and Judicial Procedures, XXth Congress of the International Academy of Comparative Law, Fukuoka, Japan, July 23 2018, 29 p.

J. KALADJZIC & **PICHÉ** Catherine. (co-chercheuses) et al.,
Class Actions: Objectives, Experience, and Reforms, Rapport de la Commission de droit de l'Ontario, 9 mars 2018 (rapport de consultation), (en ligne à https://www.lco-cdo.org/wp-content/uploads/2018/03/Class-Action-Consultation-Paper-FINAL1.pdf.), 64 p.

TRUDEL Pierre
Modèles et enjeux pour le déploiement des réseaux de télécommunication de prochaine génération en contexte municipal, CEFRIO, 2018

Blogues

Préface / Avant-propos

NOREAU Pierre
« Narration et décision : les dimensions jumelles », Préface de l'ouvrage de Juliette Vani, *Une histoire de vérités : perspective narrative sur le procès criminel*, Montréal : Éditions Thémis, 2018.

Articles de vulgarisation et opinion

BENYEKHLEF Karim, **VERMEYS** Nicolas et MIZRAHI Sarit, « Towards Cyberjustice Retrospective, Part 3: Another Way to Resolve Legal Disputes », (2018) *Slaw*.

BENYEKHLEF Karim et **VERMEYS** Nicolas, « The "Success" of Online Dispute Resolution in Europe », (2018) *Slaw*.

BENYEKHLEF Karim, **VERMEYS** Nicolas et MIZRAHI Sarit, « Towards Cyberjustice Retrospective Part 2: a Tale of Cyberjustice », (2018) *Slaw*.

BENYEKHLEF, Karim et **VERMEYS**, Nicolas**,** « Towards Cyberjustice Retrospective Part 1: Who Controls Court Data? », (2018) *Slaw*.

NOREAU Pierre, « Bernard Landry dans ses mots » dans Le Devoir, Vol. CIX, nº 256, 10 et 11 novembre 2018, p. D-10.
https://www.ledevoir.com/politique/quebec/541064/bernard-landry-dans-ses-mots

NOREAU Pierre, « Chercheur…. Mais chercher qui et chercheur quoi ? », dans *Droit Montréal*, automne 2018, nº 25, p. 16.
https://issuu.com/mdaigle/docs/droit_montreal_no25_lr_simples

NOREAU Pierre, **«** Pour une justice qui répond réellement aux besoins des gens », UdeMnouvelles, 10 septembre 2018.

https://nouvelles.umontreal.ca/article/2018/09/10/pour-une-justice-qui-repond-reellement-aux-besoins-des-gens/

NOREAU Pierre et CRAIG Pierre, « Un nouvel outil pour un meilleur accès à la justice », dans Le Devoir, 28 juin 2018.
https://www.ledevoir.com/opinion/idees/531243/un-nouvel-outil-pour-un-meilleur-acces-a-la-justice

NOREAU Pierre et CRAIG, Pierre « Pour une justice vraiment accessible », dans Le Soleil, 27 juin 2018
https://www.lesoleil.com/opinions/point-de-vue/pour-une-justice-vraiment-accessible-4868a509792f28be8ac66ba2b55de055

NOREAU Pierre et CRAIG Pierre, « Un meilleur accès à la justice souhaité », dans *La Tribune*, 26 juin 2018
https://www.latribune.ca/opinions/un-meilleur-acces-a-la-justice-souhaite-3641da39f2a6f2966046bbaf3756edc2

NOREAU Pierre et TERRIEN Cristiano, *Je suis un partenaire - ADAJ*, vidéo publique conçue dans le cadre du projet ADAJ (juin 2018),
https://www.youtube.com/watch?v=oqjBRYjDiwA

Presse écrite

TRUDEL Pierre

La lutte contre les fausses nouvelles passera par les internautes, La Presse Plus /Le Devoir, le Soleil, la Tribune, le Droit, le HuffPost Pierre Saint-Arnaud
Presse canadienne, 18 novembre 2018, Voir sur ledevoir.com

Chroniques

TRUDEL Pierre

Intelligence artificielle : risques et défis. Le Devoir, Opinion, 12/11/2018. ledevoir.com

Droit du public à l'information. Le Devoir, Opinion, 12/04/2018. ledevoir.com

Aides fiscales aux médias : indépendance protégée. Le Devoir, Opinion, 11/27/2018.ledevoir.com

La rectitude extrême. Le Devoir, Opinion, 11/20/2018. ledevoir.com

Gouverner par tweets. Le Devoir, Opinion, 11/13/2018. ledevoir.com

Protéger les données personnelles. Le Devoir, Opinion, 11/06/2018. ledevoir.com

L'Europe n'est plus Charlie. Le Devoir, Opinion, 10/31/2018. ledevoir.com

Les lois du quotidien. Le Devoir, Opinion, 10/23/2018. ledevoir.com
Les revenus des fausses nouvelles. Le Devoir, Opinion, 10/16/2018. ledevoir.com

Lutter contre les trolls. Le Devoir, Opinion, 10/09/2018. ledevoir.com

La crédibilité du juge. Le Devoir, Opinion, 10/02/2018. ledevoir.com

Vie privée et vie publique. Le Devoir, Opinion, 09/25/2018. ledevoir.com

Le défi du partage de la valeur. Le Devoir, Opinion, 09/18/2018. ledevoir.com

Geler le débat. Le Devoir, Opinion, 09/11/2018. ledevoir.com

Poursuivre le Conseil de presse ? Le Devoir, Opinion, 08/28/2018. ledevoir.com

Internet : le retour sur terre. Le Devoir, Opinion, 08/21/2018. ledevoir.com

Effacer le passé : un droit ? Le Devoir, Opinion, 07/17/2018. ledevoir.com

Les risques de s'exprimer et de débattre. Le Devoir, Opinion, 07/10/2018.ledevoir.com

États et taxes sur Internet. Le Devoir, Opinion, 07/03/2018. ledevoir.com

Des fréquences aux données. Le Devoir, Opinion, 06/05/2018. ledevoir.com

Comme au XXe siècle. Le Devoir, Opinion, 05/29/2018. ledevoir.com

Nos ressources et nos médias. Le Devoir, Opinion, 05/15/2018. ledevoir.com

La loi des véhicules autonomes. Le Devoir, Opinion, 05/09/2018. ledevoir.com

Libertés en recul sur Internet. Le Devoir, Opinion, 05/04/2018. ledevoir.com

La transparence comme slogan. Le Devoir, Opinion, 24 avril 2018. ledevoir.com

Prendre au sérieux le piratage informatique. Le Devoir, Opinion, 04/17/2018. ledevoir.com

Droits et libertés vestimentaires. Le Devoir, Opinion, 04/10/2018. ledevoir.com

Facebook : les leçons d'un scandale. Le Devoir, Opinion, 03/27/2018. ledevoir.com

Visages et vie privée. Le Devoir, Opinion, 03/20/2018. ledevoir.com

La valeur de nos données personnelles. Le Devoir, Opinion, 03/13/2018. ledevoir.com

Les médias publics, ce service essentiel. Le Devoir, Opinion, 03/06/2018.ledevoir.com

Le travail en « économie collaborative ». Le Devoir, Opinion, 02/27/2018.ledevoir.com

Critiquer à ses risques et périls. Le Devoir, Opinion, 02/21/2018. ledevoir.com

La modération extrême de YouTube. Le Devoir, Opinion, 02/13/2018. ledevoir.com

Les risques des réseaux sociaux. Le Devoir, Opinion, 02/06/2018. ledevoir.com

Vers la censure des moteurs de recherche ? Le Devoir, Opinion, 01/30/2018. ledevoir.com

Leçons d'un téléphone confisqué. Le Devoir, Opinion, 01/23/2018. ledevoir.com

Les réseaux sociaux sont des places publiques privées. Le Devoir, Opinion, 01/16/2018. ledevoir.com

Internet a toujours été réglementé. Le Devoir, Opinion, 01/09/2018. ledevoir.com

En finir avec la « taxe » Netflix. Le Devoir, Opinion, 01/03/2018. ledevoir.com

Actes de colloque

NOREAU Pierre,
« Le Droit préventif dans le domaine de la consommation : Une idée qui résiste au temps », dans Pierre-Claude Lafond (dir.), *Les voies de justice du consommateur*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2018, p. 137-148.

NOREAU, Pierre
« Synthèse et perspective sur l'avenir de la sociologie francophone », texte produit à l'attention de l'Association internationale des sociologues de langue française dans le cadre du colloque Séminaire international de Fribourg, février 2018, 10 pages.

LAROCHELLE Dominique et **PICHÉ** Catherine, "L'accès à la justice des personnes vulnérables – rapport national pour le Québec", Association Henri-Capitant, avril 2018

CHERCHEUR-ES INVITÉ-ES

Michèle STANTON JEAN

Articles

"Adoption and Implementation of the Universal Declaration on Bioethics and Human Rights (UDBHR): An important Step in the Construction of Global Bioethics", in Cinzia Caporale et Ilja Pavone, éditeurs. *International Biolaw and Shared Ethical Principles: The Universal Declaration on Bioethics and Human Rights.* New-York, Routledge, 2018, p.23-30.

RACINE, Eric, Roxanne CARON, **Michèle STANTON-JEAN**
« Justice and Neurodevelopmental Disability: Moral-Political Philosophies, Policies, and Their Outcomes", accepté pour publication, sera publié prochainement dans *Seminars in PediatricNeurology*.[Enligne) : https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1071909118300147?via%3Dihub

Annexe 2 : Les conférences

Dans sa programmation annuelle, le CRDP organise plusieurs cycles de conférences, les Midi conférences et jeunes chercheurs, les conférences sur le droit et l'art et les matinées constitutionnelles. En outre, profitant de la venue et de la collaboration de chercheurs du monde entier, le CRDP organise des conférences et des colloques qui permettent l'échange et la divulgation des résultats de recherche.

Le cycle de conférences

Midi conférence et jeunes chercheurs : Droit au menu

- 17 avril 2018 **« Interdisciplinary Inventory of the Anti-corruption solutions in Egypt: A study of the Theory of Law and Public Governance »**

Speaker
Marian **KALDAS** holds a BA in Business Administration from the American University in Cairo, Egypt. She also holds an LL.B. from the faculty of Law, Cairo University and an LL.M. from the Robert H. McKinney school of Law, Indiana University, USA.
Marian Kaldas is a PhD. Candidate at the faculty of Law University of Montreal. She works under the supervision of Professor Violaine Lemay. She is the co-editor in chief of the scientific review "Les Chantiers de la Recherche en Droit" Vol#3.
Her research interests focuse on finding adequate legal measures to curb corruption in emerging countries like Egypt while taking into consideration the country's geopolitical, and socio-political context.

Resume
January 25th 2011, the Egypt people galvanized by many years of injustice, corruption and misery brought forth a cataclysm that left its footprints on the path of History. As an Egyptian resident during this time, I not only witnessed this movement but also was myself part of it, fully immersed in this political turbulence and ideological upheaval.
The research aims at discussing the steps and measures undertaken by the Egyptian government to curb corruption in Egypt. It seeks to examine the extent to which these steps were likely to achieve their goals given the high rate of administrative corruption, the power of the political economy, and the governance problems.
Using a methodology that combines desk review, documents analyses, observations, and situational knowledge of the country, the study aims at creating a *dialogue* between different disciplines instead of a *monologue* within a discipline. Therefore, this research uses an interdisciplinary and critical theory that aims to create better constructed legislative action

plan to attain the desired goal in fighting against corruption by answering the following questions:
What anti-corruption solutions the different disciplines interested in fighting against corruption offer? What is the reason behind the success of those strategies in some countries and its failure in others? From those proposed solutions which one can successfully lead to a strategic action plan that can fit within the particularities (social, historical, geopolitical, religious…) of the Egyptian context? How can this study represent a benefit to the theory of law and public governance?
This study seeks to provide a framework for sequencing reforms. The framework will be useful in analyzing the underlying causes of corruption that are mainly due to the country's governance problems, political economy, and the lack of enforcement of the rule of law. The study also contributes to the creation of a realistic strategic action plan to introduce legal reforms to fight against corruption in Egypt on the basis of the examination of the processes of governance. The main aim is to face the problem of the existing gaps between the intended governance reforms and the reality on the ground.

- 23 Octobre 2018 **« Vers une approche féministe du pluralisme : de l'est du Congo aux milieux autochtones du Québec »**

Conférencière
Evelyne **JEAN-BOUCHARD,** Chercheure Post-doctorante au CRDP – Faculté de droit – Université de Montréal

Répondant
Pierre **NOREAU,** Professeur titulaire – CRDP – Faculté de droit – Université de Montréal

La conférencière a présenté à partir d'une approche féministe du pluralisme juridique, tout en basant sa théorie sur les données empiriques collectées lors de son doctorat (au Nord Kivu), comment elle envisage appliquer cette analyse dans son projet post-doctoral avec les femmes autochtones au Québec.

- 27 Novembre 2018 **« Le droit à la portabilité des données en droit européen : de la protection des données personnelles aux enjeux de concurrence »**

Conférencier
Guillaume **MACAUX**, Candidat au doctorat – Faculté de droit – Université Laval – Université Toulouse 1 Capitole

Répondant :
Vincent **GAUTRAIS**, Professeur titulaire – CRDP – Faculté de droit – Université de Montréal

Autres conférences organisées par le CRDP

- 29 mars 2018 **« Brexit : à faire ou à défaire ? Perspectives comparée, européenne et internationale »**

- 10 avril 2018 **« La recherche en droit : la clef de réussite pour la pratique ? »**

https://crdp.openum.ca/files/sites/101/2018/04/Programme-colloque-CRDPAED.pdf

- 11 avril 2018 **« Droit sur l'art – Napoléon : les arts et le territoire »**

Conférencier
François **LEMOINE** : Avocat, chargé de cours, Faculté de droit Université de Montréal et de McGill

Résumé
Art, pillages et droit
La Révolution française et la période napoléonienne changèrent radicalement la place qu'occupait l'œuvre d'art dans la société. Elles furent également le théâtre d'innombrables actes de vandalisme et de l'une des plus importantes campagnes de pillages d'œuvres d'art jamais orchestrées. Le droit ne fut pas en reste. Cette conférence vise à retracer l'émergence dans ce contexte difficile des premières règles de protection des œuvres d'art lors des conflits armés.

Conférencière :
Christina **CONTANDRIOPOULOS** est professeure au département d'histoire de l'art de l'UQAM depuis 2012. Elle a reçu une formation professionnelle en architecture (Bsc, Université de Montréal) suivie d'une maîtrise et d'un doctorat en histoire de l'architecture (Ma, Ph.D., Université McGill). Les publications et l'enseignement de Christina Contandriopoulos portent sur l'histoire de l'architecture et des villes au 18e et 19e siècles, l'histoire de l'utopie et des techniques de représentation du territoire. Ses recherches actuelles portent sur les débuts de la critique d'architecture en France entre 1785 et 1815 (FQRSC, 2017-2020). Christina Contandriopoulos a dirigé le *Companion to 19th-C. Architecture* (en collaboration avec Martin Bressani, Wiley, 2017) et l'anthologie *Architectural Theory 1871-2005* (en collaboration avec Harry Mallgrave, Blackwell-Wiley, 2008). Depuis 2016, elle fait aussi partie du comité organisateur du RRA19

Résumé
Critique architecturale et la liberté de presse sous le Consulat et l'Empire (1799-1815)

Cette présentation fera état de la réception critique du mur des Fermier Généraux sous le Consulat et l'Empire (1799-1815). Lors de sa construction, juste avant la révolution, ce mur provoque un véritable scandale auprès des parisiens. Un pamphlet anonyme de 1787 en témoigne, "le mur murant Paris rend Paris murmurant" et fait état de l'importance grandissante de l'opinion publique à l'époque révolutionnaire. Pourtant, dès le Consulat, le mur et ses barrières sont remis en état et même perfectionnés par Napoléon 1er. Dans la presse, son architecture ostentatoire est savamment réhabilitée et intégrée à une nouvelle politique urbaine. Afin de réfléchir aux enjeux éthiques, esthétiques et juridiques associés à la liberté de presse, cette présentation mettra en lumière l'évolution du discours sur ce projet architectural fortement contesté.

- 16 avril 2018 **"Health in a Global Context"**

Conférencières
Catherine **RÉGIS**, Professeure agrégée, Titulaire de la chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé,
Site chaire : http://www.chairesante.ca
Site Catherine Régis : http://www.catherineregis.ca

Résumé
Linking the Normative Role of the World Health Organization (WHO) with National Legal Compliance: a Prerequisite for Global Health Leadership
Prof. Catherine Regis from the University of Montreal (Canada) will present her key findings regarding a research project entitled: *The Impact of the World Health Organization on Domestic Law: a Canada-France study*. This project responds to the often-stated need that more empirical data are required to better understand what kind of impact the normative instruments created by WHO (either binding and non-binding) have at the domestic level. More specifically, this study focuses on the impact the WHO's normative instruments have had on Canadian and French law (legislation, regulation and case law) over the last decades. Using both quantitative and qualitative approaches, 540 references have been studied from Canadian and French legal databases. The analysis of this data provides insightful information regarding: (1) WHO's legitimacy according to Canada and France (that is, in what legal areas Canada and France mostly use WHO's norms for, which norms are mostly cited and in what context, etc.) and (2) the relevance of the distinction between binding and non-binding norms in WHO's normative strategy. This Canadian-French study will serve as a basis for a broader study that will include more countries.

Laurence **LARGENTÉ,** Coordonnatrice scientifique CRDP, chargée de cours, candidate au doctorat
Site Laurence Largenté : http://laurence.largente.org/a-propos/recherches/

Résumé
The Impact of International Standards in the Canadien Pharmaceutical Law
The marketing of medication is organized today to meet an international demand. The discovery, production and commercialization of pharmaceutical products occur across

borders and in a context of globalization. However, it must remain a safe, effective and quality product. For this, international standards emanating from authority external to classical international law attempt to regulate the different phases of the drug's life cycle. Considered as an alternative source of law, the application of these standards not only helps to harmonize the marketing procedures, they redraw the contours of the applicable pharmaceutical law. This conference will aim to define the context of globalization in which the standards intervene and to raise the question of their normative force.

- 1 mai 2018 **« colloque de la relève 2018 « À la rencontre de l'Autre : un dialogue fécond pour les savoirs »**

Comité d'organisation interfacultaire 2018 (formé par des membres des Facultés des arts et des sciences et droit — *par ordre alphabétique*): Naouel Bourguiba, Alessandra Devulsky, Manon Ferrand, Ida Giugnatico, Emmanuel Heisbourg, Dine Charles Wandine et Ledy Rivas Zannou.
Présidentes du comité : Ida Giugnatico et Alessandra Devulsky
Programme complet/

- 7 mai 2018 **« Le droit à l'épreuve du numérique »**

https://www.crdp.umontreal.ca/nouvelles/2018/04/04/le-droit-a-lepreuve-du-numerique/

- 14 mai 2018 **« Réflexions étudiantes sur l'action collective »**

Ce 5@7 a été organisé par le Laboratoire sur les actions collectives de la Prof. Catherine Pic

Par ce 5@7, nous avons exploré plusieurs enjeux et problématiques relatifs à l'action collective ici et ailleurs dans le monde, dans une perspective tantôt comparative, tantôt empirique. Ainsi, il a été question de l'action collective en droit de l'environnement, laquelle a jusqu'ici connu de grands succès au Québec (J. Lelièvre et A. Roulet). Il a été aussi question de la problématique d'actualité de l'étape d'autorisation et de sa justification, dans une perspective comparative avec le système australien (K. Kostopoulos). Ensuite, les défis de la méthode empirique ont été abordés, dans un contexte de discussion d'un projet de recherche national sur l'action collective, ainsi que des travaux du Laboratoire sur les actions collectives (W. Plante-Bischoff). Enfin, deux questions procédurales pointues ont été abordées, impliquant des mécanismes d'importance grandissante dans l'action collective, soit le *cyprès* (A. Czudi-Vallée) et l'expertise (S. Chaffai-Parent). La présentation de perspectives variées et novatrices a été de nature à éclairer le débat.

L'évènement a été animé par les professeurs Catherine Piché et Pierre-Claude Lafond, de l'Université de Montréal, ainsi que par Maître Shaun Finn, de BCF Avocats et Maître Clara Poissant-Lespérance, de TJL Avocats.

- 27 août 2018 **« Nouvelles perspectives sociojuridiques et enjeux éthiques de la reproduction assistée »**

La reproduction assistée a multiplié et diversifié les moyens par lesquels les liens familiaux peuvent être créés. Trois conférencières européennes mettront en lumière les dimensions distinctes, mais interdépendantes de ce phénomène: la notion de «nature» et ses implications sur les débats sociétaux et politiques actuels sur les nouvelles façons de créer des familles; le rôle critique joué par les juges pour combler le fossé entre les règles de filiation traditionnelles et la réalité vécue par ces familles et la promulgation de remèdes (non) conformes aux normes islamiques à l'absence d'enfants dans la vie quotidienne des futurs parents musulmans.
Dans une perspective de droit québécois et canadien, les conférencières discuteront des conséquences légales et sociales de la filiation binaire, des enjeux théoriques de l'internormativité entre le droit et l'éthique de la sollicitude, ainsi que des enjeux éthiques et juridiques du diagnostic génétique préimplantatoire (DGP) en contexte de procréation médicalement assistée.

Conférencières
Perspectives européennes
Ilaria **BERTINI**
Alice **MARGARIA**
Federica **SONA**

Perspectives québécoises et canadiennes
Alexandra **SWEENEY-BEAUDRY**
Johanne **CLOUET**
Julie **COUSINEAU**

- 11 octobre 2018 **"Modern Times and Digital Regulation"**

A colloquium jointly organized by the Chinese Academy of Social Sciences (CASS) and University of Montréal (L.R. Wilson Chair on eCommerce Law / CRDP / Faculty of Law) https://www.crdp.umontreal.ca/nouvelles/2018/09/28/modern-times-and-digital-regulation/

- 6 novembre 2018 **« Entre propriété et liberté : 30 ans de protection des données personnelles »**

En 1989, une conférence impliquant plusieurs chercheurs belges, français et québécois fut organisée par le CRDP (Nouvelles technologies et propriété) et s'interrogeait déjà sur la capacité d'appropriation des données personnelles par des entités tierces. 30 ans plus tard, et en dépit de lois qui densifient les obligations des parties prenantes (RGPD, loi californienne), une différence de perspective prévaut entre Europe et Amérique. En dépit de

législations qui tendent à se globaliser, cette question demeure foncièrement distincte selon la culture juridique qui l'envisage. 30 ans plus tard, la donne a-t-elle changé ?

Conférenciers
Vincent **GAUTRAIS**
Pierre **TRUDEL**
Joelle **JOURET**
François **JOLI-CŒUR**
Yves **POULLET**
Pierre **LAROUCHE**
Antoine **DELFORGE**
Chantal **BERNIER**
Karim **BENYEKHLEF**

- 13 novembre 2018 **« L'intelligence artificielle : perspectives scientifique et juridique »**

L'intelligence artificielle est un terme que l'on retrouve de plus en plus dans le vocabulaire du domaine juridique.

En effet, cette technologie est vectrice de grandes transformations dans la société et le droit n'y échappe pas, que ce soit pour accélérer les recherches jurisprudentielles ou pour effectuer les vérifications diligentes dans un dossier de fusion et acquisitions. Pour mieux comprendre cette nouvelle ère technologique et ses implications dans le domaine juridique. Une conférence co-organisée par le Centre de Développement Professionnel (CDP) de la Faculté de droit et le Comité Droit et Technologie a permis de poser les jalons d'une réflexion sur les enjeux juridiques de l'IA

Conférenciers
Yoshua **BENGIO**, Professeur, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en algorithmes d'apprentissage statistique, pionnier dans la recherche sur l'apprentissage profond, soit la méthode informatique utilisée pour développer l'intelligence artificielle
Adam **ALLOUBA,** Avocat associé chez Dentons
Nicolas **VERMEYS**, Professeur, Directeur Adjoint du Laboratoire de cyberjustice

- 22 novembre 2018 **« Les suites de l'élection de mi-mandat aux États-Unis : perspectives politique et juridique »**

À la suite des élections de mi-mandat aux États-Unis, le Centre de Recherche en Droit Public a organisé une table-ronde le jeudi 22 novembre 2018 à la Faculté de droit dont le thème portait sur les conséquences de l'élection de mi-mandat aux États-Unis dans une perspective politique et juridique. Ils ont croisé leurs regards sur les enseignements politiques et juridiques de ces élections.

Conférenciers
Pierre **MARTIN**, Professeur titulaire, Département des Sciences politiques – FAS – Université de Montréal (Conférencier)

Darren **ROSENBLUM**, Professor, Faculty of law, Pace School of law (Conférencier)

Animateur
Jean-François **GAUDREAULT-DESBIENS**, Professeur titulaire et doyen de la Faculté de droit – Université de Montréal (Animateur)

- 23 novembre 2018 **« Colloque de la relève 2018 – 2019 « convergence du droit et des sciences humaines ? coopération interdisciplinaire et vivre-ensemble universitaire »**

Le colloque de la relève est une activité scientifique organisée conjointement par des doctorants en droit et en sciences humaines appliquées sous la supervision de la professeure Violaine Lemay dans le cadre d'un séminaire interdisciplinaire. Les doctorants présenteront sous forme de conférences, leurs différents projets de thèse, qui s'inscrivent dans des domaines très variés. Ce sera l'occasion pour vous de découvrir les orientations de la relève des chercheur(e)s et peut-être découvrir une nouvelle vocation.

Vous êtes donc cordialement invité(e)s à cette grande messe de la vulgarisation du savoir et de la promotion de la relève en recherche.

H-POD

- 6 septembre 2018 **« Les plateformes électorales en matière de santé»**

Ce panel composé de quatre conférenciers chevronnés provenant de différents horizons disciplinaires et professionnels analysera les plateformes électorales en matière de santé des principaux partis en vue des élections du 1er octobre prochain.

Conférenciers
Nancy **CÔTÉ**, Professeure, sociologue à l'Université Laval
Carl-Ardy **DUBOIS**, Professeur, directeur du département de gestion, d'évaluation et de politique de santé de l'ESPUM
Jean **ROCHON**, médecin, expert de l'INSPQ et ancien ministre de la Santé du Québec
Michel **ROCHON**, journaliste scientifique et chargé de cours en journalisme

Ils ont procédé à l'analyse des promesses des quatre grands partis. Chaque expert a présenté sa perspective en plus de discuter avec ses collègues de ces plateformes politiques.

- 6 novembre 2018 **« Approche des sciences comportementales en gouvernance et politiques de la santé »**

Conférencier
Hugo **HARPER** est conseiller principal au sein de l'organisation britannique Behavioural Insights Team et se spécialise en politiques de la santé. Il a travaillé auprès du ministère de la Santé et de la Santé publique du Royaume-Uni ainsi qu'en Australie et à Singapour afin de développer l'approche béhavioriste dans le domaine des politiques publiques. Hugo possède

un MSc, avec distinction, en sciences comportementales et économiques de l'Université de Warwick ainsi qu'un BA en psychologie et physiologie de l'Université d'Oxford.

Le séminaire comprenait deux présentations qui s'articulaient autour de :

Les sciences comportementales et les politiques publiques (« Behavioural science and public policy »)
L'intérêt et l'utilisation de la science comportementale pour améliorer la gouvernance et les politiques publiques ont considérablement augmenté depuis 2010. Aujourd'hui, 212 institutions dans le monde utilisent l'approche unique développée par une équipe au Royaume-Uni afin d'améliorer les résultats pour les citoyens. Hugo Harper, de l'équipe britannique Behavioral Insights Team (souvent appelée l'unité Nudge), expliquera l'origine, les avantages et les enjeux d'une approche comportementale. Il présentera entre autres des études de cas qui mettent en évidence les aspects importants des moteurs du comportement humain ainsi que les limites de cette approche. Il discutera également de la complémentarité entre « expérimentation et évaluation » pour identifier ce qui fonctionne sur le terrain.

Intégrer des perspectives béhavioristes aux politiques de la santé (« Applying Behavioural Insights to Health Policy »)
Bon nombre des problèmes de santé rencontrés dans le monde occidental sont intrinsèquement liés au comportement des individus : la quantité de nourriture consommée et d'exercice effectué, l'adhérence aux traitements, etc. Ces problèmes sont comportementaux et influencés par le contexte dans lequel ils s'inscrivent Partant, la discipline de la science comportementale est de plus en plus utilisée pour contribuer à la création de nouvelles initiatives afin d'améliorer les politiques de santé et faciliter la prévention. Cette session couvrira un éventail d'exemples de projets réalisés dans le monde qui permettent d'identifier comment la connaissance du comportement peut être utilisée pour améliorer les résultats de santé. Les exemples afférents au comportement du public et du clinicien présenteront, d'une part, des modifications mineures à la formulation des communications entres les acteurs du système de santé et, d'autre part, des modifications substantielles aux politiques publiques nationales.

Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

- 24 mai 2018 **« Feriez-vous confiance à un robot avec un scalpel ?»**

Conférenciers
Béatrice **CORMIER** est professeure adjointe de clinique et médecin gynécologue au CHUM. Dre Cormier a fait état de l'état de la pratique robotique dans son secteur et discutera de l'impact de celle-ci sur la longueur des séjours hospitaliers, les taux de complication, le temps opératoire et la courbe d'apprentissage d'une nouvelle technique.

Marc-Antoine **DILHAC** est professeur au Département de philosophie à l'Université de Montréal. Pr Dilhac a discuté des enjeux éthiques que soulèvent la pratique robotique chirurgicale, notamment sur l'établissement de relations de confiance dans un tel contexte.

L'évènement a été animé par Catherine **RÉGIS**, professeure à la faculté de Droit de l'Université de Montréal.

Résumé
Ce 5@7 aborde les enjeux cliniques et éthiques de l'utilisation de la robotique en médecine. Cette pratique en essor au sein des systèmes de santé transformera à différents égards les techniques chirurgicales et anesthésiques. L'intervention des robots dans l'univers chirurgical invite à une réflexion quant à son impact sur la relation de soins, la responsabilité professionnelle et l'organisation des soins.

Chaire Lexum

- 10 janvier 2018 « **Insta-censure : La censure du féminisme en ligne »**

Cycle de conférences **« Jeunes chercheurs »**

Conférencière
Anastasia **BERWALD** est une étudiante en première année du doctorat à l'Université d'Ottawa, sous la supervision de la professeure Karen Eltis. Elle concentre sa recherche sur les enjeux liés à la liberté d'expression dans le cyberespace, en perspective féministe. Elle détient présentement le poste de Co-directrice à la recherche au sein du collectif #LeDroitABesoinDuFéminismeCar. Anastasia détient une maîtrise en droit de l'Université McGill et un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal. Elle a aussi complété un DÉSS en journalisme à l'Université de Montréal et est membre du barreau du Québec depuis 2014.

Résumé
Cette conférence exposera les difficultés auxquelles sont confronté.es les activistes et féministes en ligne, particulièrement lorsque leurs contenus se font censurer par les modérateur.es de plateformes populaires, tels Facebook, Instagram et Twitter. En effet, pendant que La Meute maintenant un page Facebook misogyne et raciste, de nombreuses féministes (incluant cette conférencière) se voient régulièrement prohibé.es de s'exprimer librement. Pis encore, cette censure est souvent le fruit d'attaques ciblées par des antiféministes qui font des plaintes en masse contre des comptes féministes.
Les modérateur.es de ces plateformes virtuelles invoquent les « standards communautaires » nébuleux que tous les utilisat.rices.eurs doivent accepter pour utiliser leurs services. La manière dont la décision de censurer un compte est prise demeure décidément opaque. De plus, il n'existe aucune source d'information sur les recours judiciaires possibles. La territorialité est un obstacle important à de tels recours, obstacles que ces plateformes exploitent pleinement.
Basée sur une expérience vécue, cette conférence détaillera les accrocs que ces plateformes portent à la liberté d'expression des féministes en ligne et le vide d'information juridique dans lequel se retrouvent ces activistes censuré.es.

- 13 février 2018 « **Quel(s) droit(s) pour quel(s) commun(s) ? »**

Conférencier
Serge GUTWIRTH est professeur de droit à la Faculté de droit et de criminologie à la Vrije Universiteit Brussel (VUB), dont il est le vice doyen. Ayant fait des études en droit, en criminologie et en science des sciences et des technologies, il a enseigné les droits de l'homme, la théorie du droit, le droit comparé et la science juridique. Il est fondateur et (co-)directeur du centre de recherche Law, Science, Technology & Society (http://www.vub.ac.be/LSTS/) et a entrepris maintes recherches concernant le droit des technologies de l'information. Depuis quelques années il s'intéresse en particulier à la résurgence des commons dans le paysage politique et juridique. Pour ses publications voyez : https://works.bepress.com/serge_gutwirth/

Résumé
Face à aux conséquences effrayantes de trois siècles de connivence entre la liberté d'entreprise des propriétaires et la souveraineté de l'Etat, et face à l'incapacité des responsables politiques de réagir, voire même de les reconnaître, il est rafraîchissant de constater l'émergence d'un mouvement qui revendique le/s « commun/s » comme mode de (sur)vie. Ce mouvement, fort différent du socialisme étatique, est en effet porteur d'avenirs possibles et souhaitables, malgré la disruption du monde sublunaire, c.-à-d. de l'écologie complexe de la couche atmosphérique terrienne dont nous – à la fois terrestres et humains – dépendons, et – il s'est avéré – vice versa.
Mais tous les « communs » ne sont pas identiques ni même similaires ; il faut distinguer et préciser le sens des mots. Les choses faisant partie du « patrimoine commun de l'humanité » ou res communis ne sont pas caractérisés de la même façon que les communs de l'information, de l'open software et l'open science, qui à leur tour diffèrent de la grande variété de communs « résurgents ».
Après avoir creusé ces distinctions et exploré leurs conséquences, Serge Gutwirth, abordera les questions juridiques posées par ces différentes déclinaisons du commun, tant du point de vue de la jurisprudence et de la pratique juridique (de lege lata), que celui, plus politique, de la législation à faire (de lege ferenda)
Formation d'un dispensateur reconnu aux fins de la formation continue obligatoire du Barreau du Québec pour une durée de 1 heure et 30 minutes. Une attestation de participation représentant 1 heure et 30 minutes de formation sera transmise aux notaires.

- 14 février 2018 **Du droit saisi par l'intelligence artificielle au droit saisissant l'intelligence artificielle**

Conférencier
Jérome **DUPRÉ** est docteur en droit. Après avoir travaillé comme juriste en droit des contrats informatiques au sein d'un grand groupe bancaire, il a exercé comme magistrat dans le cadre

de fonctions civiles et pénales, ainsi qu'au ministère français de la justice. Il a ensuite pris une disponibilité et s'est consacré avec un ami directeur de recherches en mathématiques au sein d'un institut public (INRIA) à la création d'un outil d'intelligence artificielle permettant de quantifier l'aléa judiciaire. La technologie ainsi développée a permis la création de la start-up Case Law Analytics. Jérôme Dupré est désormais avocat en France et conseille des entreprises en droit du numérique et des données personnelles (GDPR). Il s'intéresse tout particulièrement aux nouveaux enjeux juridiques et éthiques posés par l'intelligence artificielle et participe à des groupes de travail sur ces sujets.

Résumé

1. L'intelligence artificielle peut saisir le droit. Si l'aléa judiciaire était précisément mesuré, il serait parfois possible de se dispenser d'aller au tribunal, les parties en conflit pouvant se mettre d'accord sur des bases reconnues et acceptées par elles. Ainsi l'anticipation porterait non seulement sur la norme mais sur sa mise en œuvre pratique. C'est de cette idée qu'est venue la collaboration entre Jacques Lévy Véhel, directeur de recherches à INRIA et Jérôme Dupré, ancien magistrat, qui échangeaient depuis plusieurs années sur les rapports entre droit et mathématiques. A quelles conditions est-il envisageable de traiter d'une manière quantitative des situations juridiques particulières, nécessairement complexes, avec des enjeux humains évidents ? S'agit-il vraiment de modéliser le raisonnement du juge ou plutôt de donner à voir toute la variété des résultats possibles sous un angle probabiliste ? Quelles données prendre en compte ? Quels domaines du droit aborder ? Comment s'assurer de la fiabilité des outils développés ? Comment éviter l'effet perfomatif ? Quelles sont les limites d'une telle approche ? Quels en sont les risques ? Que-ce que cette technologie peut changer dans la pratique du droit, de la justice ?…

2. Le droit est-il réellement soluble dans les mathématiques ? Pour différentes raisons et notamment parce que le droit est porteur de « valeurs », il est possible d'inverser la perspective. L'intelligence artificielle va certes amener de nombreux bouleversements mais les juristes ont su faire face à plusieurs d'entre eux par le passé. L'intelligence artificielle est donc également un champ à investir par les juristes. Parmi les questions juridiques et/ou éthiques soulevées : doit-on protéger les algorithmes ? Comment leur faire face? Qui peut/doit être responsable en cas de dysfonctionnement d'une intelligence artificielle ? Où se trouvent les vrais responsables en cas de dommage causé par un robot capable d'apprendre : est-ce le robot ou plutôt le concepteur de l'algorithme, l'auteur du programme informatique, le fabricant, le vendeur, le propriétaire, l'utilisateur ? Que sanctionner ? Qui devra payer ? Comment limiter les risques de discrimination, d'atteinte à la vie privée, et au-delà du droit, de dislocation du lien social, de manipulation, de perte de connaissance, d'enfermement (« bulle »)… Le droit peut ainsi saisir l'intelligence artificielle.

- 14 mars 2018 **Le privacywashing**

Cycle de conférences **« Jeunes chercheurs »**

Conférencière

Émilie Mouchard est candidate au doctorat en droit (LL.D.) à l'Université de Montréal et doctorante en droit à l'Université de Paris-Sud.

Ses recherches portent sur la protection des renseignements personnels et les technologies de l'information. Plus spécifiquement sur la vie privée et la responsabilité des entreprises.
Elle s'intéresse également aux questions induites par la loi canadienne anti-pourriel, pour lesquelles elle réalise actuellement un stage Mitacs auprès de la start-up Certimail.
Émilie est chroniqueuse juridique pour le journal Quartier libre, journal étudiant de l'Université de Montréal. Émilie est titulaire d'un Master 2 en droit des affaires et fiscalité de l'université de Rouen, ainsi que d'une maitrise en droit de l'entreprise et d'une licence en droit de cette même université.

Résumé

La protection des renseignements personnels est influencée par le développement de la responsabilité sociale des entreprises et de leurs préoccupations sociétales. Par un recours à des normes privées de gestion et de communication, les entreprises mettent de l'avant un engagement moral, qui va au-delà du seul principe de respect des lois en vigueur, et induit de nouvelles questions en matière de respect des droits fondamentaux. Déjà présent en matière de protection de l'environnement, le phénomène d'écoblanchiement ou greenwashing s'invite ainsi dans le domaine de la protection des renseignements personnels, imposant de repenser le processus de régulation de la protection dans une optique davantage axée sur la transparence et l'imputabilité des engagements.

- 20 mars 2018 « **The Democratic Surround: Media and the Dream of a Liberal Commons in Cold War America** »

Speaker

Fred **TURNER** is the Harry and Norman Chandler Professor and Chair of the Department of Communication at Stanford University. He is the author of three books: The Democratic Surround: Multimedia and American Liberalism from World War II to the Psychedelic Sixties (University of Chicago Press, 2013); From Counterculture to Cyberculture: Stewart Brand, the Whole Earth Network, and the Rise of Digital Utopianism (University of Chicago Press, 2006); and Echoes of Combat: The Vietnam War in American Memory (Anchor/Doubleday, 1996; 2nd ed., University of Minnesota Press, 2001). Before coming to Stanford, he taught Communication at Harvard's John F. Kennedy School of Government and MIT's Sloan School of Management. He also worked for ten years as a journalist. He has written for newspapers and magazines ranging from the Boston Globe Sunday Magazine to Nature.

Abstract

Today we find ourselves surrounded by screens – on our iPhones, our tablets, our desktop computers. Little do we know that we are living out the multimedia dreams of several dozen Cold War social scientists, a handful of Bauhaus artists, and the musician John Cage. This talk will track those dreams and the politics that drove them from World War II to the psychedelic sixties. It will lay bare the widely shared mid-century hope that multi-image, multi-sound media might create a new, more liberal public sphere. And in the process, it will provide a rich historical context for thinking about the design of more egalitarian digital environments today.
Formation d'un dispensateur reconnu aux fins de la formation continue obligatoire du

Barreau du Québec pour une durée de 1 heure et 30 minutes. Une attestation de participation représentant 1 heure et 30 minutes de formation sera aussi transmise aux notaires.

- 12 avril 2018 **« Artificial Testimony: Algorithms and Legal Proof »**

Speaker
Mason **KORTZ** is a clinical instructional fellow at the Harvard Law School Cyberlaw Clinic, part of the Berkman Klein Center for Internet & Society. His areas of interest include online speech and privacy and the use of data products (big or small) to advance social justice. Mason has worked as a data manager for the Scripps Institution of Oceanography, a legal fellow in the Technology for Liberty Project at the American Civil Liberties Union of Massachusetts, and a clerk in the District of Massachusetts. He has a JD from Harvard Law School and a BA in Computer Science and Philosophy from Dartmouth College. In his spare time, he enjoys cooking, reading, and game design.

Abstract
When a person makes a decision, and that decision results in harm, often that person can be called in to court to explain their actions. What happens when an algorithmic decision results in harm? One option is to create new legal structures to govern algorithms; but another option is to create algorithms capable of meeting existing legal standards of proof. This talk presents three modes by which algorithmic can be understood – transparency, statistical analysis, and explanation – and describes how each could fit into the Anglo-American legal tradition.

- 19 avril 2018 « On Semi-Supervised Learning of Legal Semantics »

Semantics. » The current proposal is to combine the 2007 NL model with the 2015 KR model, and to add an ML model based on semi-supervised learning.

Speaker
L. Thorne **MCCARTY** is a professor emeritus in Computer Science and Law at Rutgers University (New Jersey, USA) where he teaches since 1981. Before joining Rutgers University in the Department of Computer Science, he taught Law at the State University of New York for 10 years. His research expertise is on artificial intelligence, machine learning, natural language processing and computer science. He graduated in Mathematics and Philosophy at Yale University and in Law at Harvard Law School.

Respondant
Ejan **MACKAAY** is a professor emeritus in Law at the Faculty of Law at the *Université de Montréal* where he teaches Law and Economic analysis for 35 years. He was director of the *Centre de recherche en droit public* in 1999-2003 and of the *Centre de droit des affaires et du commerce international* in 2005-2008.

Abstract

In this conference, Professor McCarty reviews his prior work (from 1998, 2007 and 2015) and proposes a research strategy to produce a computational summary of a legal case, which can be scaled up to a realistic legal corpus. The computational challenge was introduced in a 1998 paper on « Structured Casenotes. » Two steps toward a solution were developed in (i) an ICAIL 2007 paper on « Deep Semantic Interpretations of Legal Texts, » and (ii) an ICAIL 2015 paper on « How to Ground a Language for Legal Discourse in a Prototypical Perceptual

- 9 octobre 2018 « **Pour une critique du modèle techno-managérial du droit »**

Conférencier
Gregory **LEWKOWICZ** est professeur à l'Université libre de Bruxelles et directeur du programme droit global du Centre Perelman de la Faculté de droit et de criminologie. Il est professeur invité récurrent de droit global à HEC Paris ainsi qu'à la Goethe Universität Frankfurt. Il est titulaire du cours « Smart Law : Indicators, Algorithms and Big Data » du master en droit économique de l'école de droit de Science Po Paris. Il enseigne également à Paris II Panthéon-Assas dans le cadre du programme « Transformation Numérique du Droit et Legaltech ». Gregory Lewkowicz est directeur de la Société de droit global et transnational et préside, avec Me Vinciane Gillet, l'Incubateur européen du barreau de Bruxelles. Il assure depuis 2006 le secrétariat de la collection « Penser le droit » auprès des éditions juridiques Bruylant. Il est membre du conseil d'administration de l'Académie européenne de théorie du droit et du Pôle académique d'enseignement supérieur de Bruxelles.

Résumé
Il s'agirait de proposer un point de vue critique et politique sur la montée en puissance d'une conception techno-managériale du droit et de son administration. En plus du champ du droit et des nouvelles technologies, cette présentation portera aussi sur le grand retour d'une anthropologie behavioriste (nudge, behavioral economics), à la mise sous contrôle managérial des juges et à la transformation des avocats en « prestataires de services juridiques ».

- 16 octobre 2018 « **Éloge de l'homo techno-logicus »**

Conférencier
Yves GINGRAS est professeur à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) depuis 1986. Il fut d'abord rattaché au département de sociologie, puis au Département d'histoire, où il enseigne depuis 1989. En 1997, il cofonde l'Observatoire des sciences et des technologies, dont il est le directeur scientifique. L'OST est un organisme dédié à la mesure de la science, de la technologie et de l'innovation, qui est rattaché au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST). Après quinze années passées au CIRST, il en devint le directeur en 2001. Quatre années plus tard, il quitta la direction du centre afin de pouvoir se consacrer entièrement à sa Chaire de recherche du Canada en histoire et sociologie des sciences. Après un premier mandat de 2004-2011, la Chaire a été renouvelée pour un second

mandat qui prendra fin en 2018.

- 23 octobre 2018 **« Face au déferlement technique : conflits et négociations à l'aube de l'ère industrielle »**

Conférencier
François **JARRIGE** est historien, maître de conférences à l'Université de Bourgogne et membre de l'Institut Universitaire de France. Il s'intéresse à l'histoire sociale et environnementale de l'industrialisation et des techniques au XIXe siècle, il a notamment publié Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences (La Découverte. 2014); La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIXe siècle français (avec E. Fureix, La Découverte, 2015); La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel (avec T. Le Roux, Le Seuil, 2017); il a également dirigé l'ouvrage Dompter Prométhée. Technologies et socialismes à l'âge romantique (PUFC, 2016).

Résumé
Les techniques ne cessent de promettre abondance et bonheur. Pourtant, depuis que les sociétés humaines sont entrées dans la spirale de l'industrialisation, des individus et des groupes très divers ont dénoncé leurs effets et agi pour enrayer leur multiplication. Contre l'immense condescendance de la postérité, il s'agira d'explorer les discours et luttes sociales foisonnantes et multiformes qui ont accompagné et modelé le déferlement des technologies au cours du XIXe siècle. En revenant aux sources de l'industrialisation de l'Europe, à l'époque où s'installe le grand récit du progrès technique chargé de donner sens à la multitude des objets et artefacts qui saturent désormais nos existences, l'enjeu sera d'explorer les significations plurielles du progrès technique et ses conditions d'émergence.

Chaire Wilson

- 2 février 2018 **« La gamification des données de santé »**

Conférenciers
Vincent **GAUTRAIS** (UdeM / Droit/ Chercheur principal) documentation / usages numériques
Louis-Martin **ROUSEAU** (Polytechnique / Génie / Co-chercheur) optimisation des outils de gestion basés sur les données patients.
Catherine **RÉGIS** (UdeM / Droit / co-chercheure) évaluation des avantages / coûts des politiques de santé
Florence **MILLERAND** (UQAM / Communication / co-chercheure) usages sociaux des technologies
Pierre-Emmanuel **MOYSE** (McGill / Droit / co-chercheur) appropriation (ou non) des données, accessibilité

Yann **JOLY** (McGill / Médecine / co-chercheur) utilisation secondaire des données, enjeux éthiques
Vincent DUMEZ (UdeM / Patient expert / co-chercheur) point de vue du patient en tant qu'utilisateur final et producteur de données

Résumé

Dans le cadre d'un projet Audace en cours d'évaluation, 7 co-chercheurs, se sont réunis autour d'une problématique toute simple : et si les données de santé circulaient davantage? Et si, en réaffirmant la présence des patients, on faisait 'fructifier' davantage ces données au bénéfice du patient lui-même ? Pour ce faire, et afin de s'assurer que le patient participe, pourquoi pas introduire des techniques de jeu pour le fidéliser, pour l'impliquer dans sa santé?

- 21 mars 2018 « **Numérique + intelligence artificielle »**

Conférenciers

Alexandra **BENSAMOUN**, professeure agrégée (Université de Rennes 1 –

Faculté de droit),
Thierry **PÉNARD**, professeur agrégé (Université de Rennes 1 – faculté de sciences économiques),

Résumé
L'intelligence artificielle, par les transformations qu'elle entraîne dans les entreprises et sur les marchés, a non seulement des impacts économiques, mais aussi sociaux, notamment en termes de bien-être des individus. Relue à l'aune de l'économie du bonheur, l'IA passerait alors de valeur économique à valeur sociale. D'un point de vue juridique, le droit n'a que peu de rapport avec le bonheur. Encore que, la morale n'est pas loin et, s'agissant de l'IA, l'éthique est présentée comme la meilleure voie possible.

- 21 juin 2018 « **LegalTech : aujourd'hui / demain »**

Conférenciers
Paul **GAGNON**, Avocat chez Element AI
Nicolas **BORGA**, Professeur à l'Université Jean Moulin – Lyon III
Vincent **GAUTRAIS,** Professeur à l'Université de Montréal
Hélène **DE KOVACHICH,** Juge administrative du Tribunal Administratif du Québec et Fondatrice/responsable de la clinique de médiation de l'Université de Montréal
Mustapha **MEKKI,** Professeur à l'Université Paris XIII, IRDA
Pierre-Emmanuel **MOYSE,** Professeur à l'Université McGill
Christelle **PAPINEAU,** Doctorante à l'Université de Montréal, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne
Jean- Christophe **RODA**, Professeur à l'Université Jean Moulin – Lyon III

Gilles **DE SAINT-EXUPÉRY**, Avocat associé chez Lex Start
Nicolas **VERMEYS**, Professeur à l'Université de Montréal

Résumé
https://www.chairelrwilson.ca/agenda/evenements-partenaires/2018/legaltech-aujourdhui-demain/

- 11 octobre 2018 « **Modern Times and Digital Regulation »**

A colloquium jointly organized by the Chinese Academy of Social Sciences (CASS) and Université de Montréal
(L.R. Wilson Chair on eCommerce Law / CRDP / Faculty of Law)

This activity is co-organized by the Université de Montréal (Faculty of Law / LR Wilson Chair / CRDP) and the Chinese Academy of Social Sciences (CASS). This conference represents a new activity between the two institutions that are used to working together. This year, the conference is titled « Modern Times and Digital Regulation » and will discuss a comparative view of the legal issues surrounding e-commerce.

Conférenciers
Miriam **COHEN**
Lu **CHAO**
Guy **LEFEBVRE**
Zhou **HANHUA**
Jean-François **GAUDREAULT-DESBIENS**
Sébastien **GAMBS**
Vincent **GAUTRAIS**
Dalia **GESUALDI-FECTEAU**
Éric **MATHEVET**
Danielle **MILLER**
Sun **NANXIANG**
Pierre **TRUDEL**
Nicolas **VERMEYS**
Liu **XIAOMEI**
Cai **YUEZHOU**
Zhi **ZHENFENG**
Zhou **HUI**

Résumé
https://www.chairelrwilson.ca/actualites/2018/modern-times-and-digital-regulation/

- 5 novembre 2018 « **Loi + vie privée dans 10, 20, 30 ans… »**

Conférenciers
Cynthia **CHASSIGNEUX** Commissaire à la Commission d'accès à l'information
Antoine **GUILMAIN** Avocat chez Fasken – Docteur en droit
Yves **POULLET** Ancien recteur de l'Université de Namur – Professeur émérite au CRIDS
Jennifer **STODDART** Ancienne commissaire à la Commission à la protection de la vie privée du Canada (2003 – 2013)

Résumé
L'exercice juridique est principalement rétrospectif et le juriste à l'habitude de travailler avec un regard dans le rétroviseur. Sur la base de faits et de textes préalables, un interprète (juge, avocat, notaire) propose une perspective qui a été arrêtée par une loi ou une jurisprudence passée.
De beaucoup de croire que plusieurs lois sont en déconnection avec l'écosystème technologique dans lequel elles sont désormais interprétées.
Ceci dit, dans un monde tout feu tout flamme, plusieurs domaines du droit sont profondément impactés par le numérique. En effet, certaines matières ont été encadrées par des lois qui ont été profondément influencées par des technologies différentes de celles que l'on utilise désormais. De beaucoup de croire que plusieurs lois sont en déconnection avec l'écosystème technologique dans lequel elles sont désormais interprétées. Face à certains de ces textes qui ne sont pas neutres technologiquement, un appel à les modifier est souvent de mise. Que ce soit en matière de vie privée, de télécommunication, de droit d'auteur, de preuve, de responsabilité des intermédiaires, etc., des changements législatifs sont en branle. L'objet de ce cycle de conférence est de regarder en avant… Car si des changements s'imposent, il importe de ne pas répondre à des besoins immédiats mais davantage de considérer et d'intégrer les tendances lourdes de ce que sera demain. Les intervenants seront donc amenés à effectuer cet exercice difficile de prévision du futur quant aux modalités d'encadrement qui s'imposent ; ou ne s'imposent pas…
Ce premier atelier s'intéresse aux lois sur la protection des renseignements personnels qui préoccupent particulièrement la communauté depuis plusieurs années. Un texte européen (RGPD) est venu modifier la donne en ce moment tout comme un autre provenant de la Californie. Face à de nouveaux enjeux, il importe de se demander si ces textes sont et seront efficaces et si le futur plus ou moins proche devra passer par de tels outils de gouvernance.

- 6 novembre 2018 « **Entre propriété et liberté : 30 ans de protection des données personnelles »**

Conférenciers
Karim **BENYEKHLEF**
Chantal **BERNIER**
Antoine **DELFORGE**
Vincent **GAUTRAIS**
François **JOLI-COEUR**
Joelle **JOURET**
Pierre **LAROUCHE**
Yves **POULLET**
Pierre **TRUDEL**

Résumé
En 1989, une conférence impliquant plusieurs chercheurs belges, français et québécois fut organisée par le CRDP (Nouvelles technologies et propriété) et s'interrogeait déjà sur la capacité d'appropriation des données personnelles par des entités tierces. 30 ans plus tard, et en dépit de lois qui densifient les obligations des parties prenantes (RGPD, loi californienne), une différence de perspective prévaut entre Europe et Amérique. En dépit de législations qui tendent à se globaliser, cette question demeure foncièrement distincte selon la culture juridique qui l'envisage. 30 ans plus tard, la donne a-t-elle changée ?

- 23 novembre 2018 « **Conférence Les Cahiers de Propriété Intellectuelle: droit + Intelligence artificielle »**

Conférenciers
Georges **AZZARIA,** professeur Université Laval
Vincent **GAUTRAIS,** professeur Université de Montréal
Marie-Jean **MEURS**, professeur UQAM
Paul **Gagnon**, ElementIA
Jocelyn **MACLURE**, Université Laval
Mélanie **BOURASSA-FORCIER,** professeure Université de Sherbrooke
Caroline **JONNAERT**, candidate au doctorat – Université de Montréal
Louis-Pierre **GRAVELLE**, avocat Robic
Tom **LEBRUN**, professeur Université Laval
Laurent **CARRIÈRE,** avocat Robic
Nicolas **VERMEYS**, professeur Université de Montréal
Antoine **GUILMAIN** et William **DENEAULT-ROUILLARD**, avocat Fasken
Pierre-Luc **DÉZIEL**, professeur Université Laval
Stéphane **GILKER,** avocat
Marc **LACOURSIÈRE** et Ivan **TCHOTOURIAN**, professeur Université Laval
Céline **CASTETS-RENARD**, professeure Université de Toulouse
Jie **ZHU**, candidate au doctorat, Laboratoire de cyberjustice

Résumé
Parmi les possibles que le numérique envisage, l'une des thématiques qui présente le plus de peur, de passion, d'espoir aussi, est sans aucun doute l'intelligence artificielle. Il importe de tenter de « calmer le jeu» et d'analyser cette nouvelle réalité avec un regard posé soit celui de l'informatique, de l'éthique, du management, et bien entendu celui des différentes disciplines juridiques (droit civil, droit commercial, propriété intellectuelle, etc.) qui sont impactées par ce déjà demain. Cette activité réunit des avocats, praticiens, académiques, œuvrant dans ce domaine en émergence.

Liste des conférences

Karim BENYEKHLEF

Conférences

« *Legaltech*, professionnels du droit et justice », dans le cadre de la conférence «Développement de la *legaltech* : quel impact pour les professionnels du droit», Lyon, Université Jean Moulin-Lyon 3, Centre de droit de l'entreprise, 29 novembre 2018 (par vidéo)

« Le libre accès aux décisions judiciaires au Canada », dans le cadre du colloque « Les données juridiques. Appliquer et dire le droit à l'heure de l'open data et des algorithmes », Faculté de droit, Université de Strasbourg, Strasbourg, 18 octobre 2018 (Par vidéo)

« Intelligence artificielle : État de droit et justice », dans le cadre de l'École d'été du Cérium «Enjeux politiques de l'intelligence artificielle», Cérium, Université de Montréal, 18 juin 2018

« Intelligence artificielle + droit», dans le cadre de la conférence «Le droit à l'épreuve du numérique», organisé par le CRDP et l'Institut de recherche de droit des affaires de l'Université Paris XIII, Montréal, 7 et 8 mai 2018

« Harnessing Artificial Intelligence for Justice », pour le Business Transformation Committee du Ministère de la Justice du Canada, Montréal, Bureau du ministère fédéral de la Justice, 30 janvier 2018

Communication

« Les conflits de basse intensité : le terrain d'expérimentation de l'intelligence artificielle par les plateformes de résolution en ligne des conflits », dans le cadre de la conférence «La Justice de la consommation en 2018. Du règlement en ligne des conflits aux outils d'intelligence artificielle », Montréal, Laboratoire de cyberjustice (en collaboration avec l'Office de protection du consommateur du Québec et la Chambre nationale des huissiers de justice de France), 5 avril 2018

« La liberté d'expression au Canada et aux États-Unis », aux membres de la Société de délibérations du Collège Jean-de-Brébeuf, Montréal, 21 mars 2018

« L'arbitrage en ligne : pour une hybridation des modes de résolution en ligne des conflits », au Club des juristes, Paris, Clifford Chance, 6 juin 2018

Rapport de synthèse

Synthèse du colloque « Entre propriété et liberté. 30 ans de protection des données personnelles», organisé par le CRDP, le CRIDS (Université de Namur), la Chaire LexUM et la Chaire L.R. Wilson, Montréal, Laboratoire de cyberjustice, 6 novembre 2018

Table-ronde

«Vices et vertus des logiciels prédictifs en droit substantiel» à la conférence «Le juge et le numérique : un défi pour la justice du XXIe siècle», organisé par l'Institut de recherche de droit des affaires de l'Université Paris XIII, Paris, Cour de cassation, 8 juin 2018

« Legal Innovation and the Future of the Legal Profession», dans le cadre de la Global Law Week, Bruxelles, Centre Perelman, Université libre de Bruxelles, 16 mai 2018

« Big data in the rating society», dans le cadre de la global law week, bruxelles, centre perelman, université libre de bruxelles, 17 mai 2018

Séminaire

« Les incidences du numérique et de l'IA sur la justice», dans le cadre du cycle approfondi d'études judiciaires «Justice et numérique », Formation continue des magistrats, École nationale de la magistrature, Paris, 21 novembre 2018

Présentation du projet

« Droit algorithmique » dans le cadre de la visite royale belge au FNRS, FWO et au FQR-SC : « La coopération scientifique entre le Québec et la Belgique : l'excellence à travers les programmes de recherche fondamentale », Montréal, hôtel Reine-Élizabeth, 16 mars 2018

ORGANISATION

Chaire lexum

Jean-François GAUDREAULT DESBIENS

Conférences

"Minority Rights in Canada", Faculty of Law, Universita di Palermo, June 26, 2018.

"Legal Reform in Canada", Chinese Academy of Social Sciences, Beijing, China, March 6, 2018.

"The Canadian Constitution", Shanghai University of Economics and Law, Shanghai, China, March 8, 2018.

Vincent GAUTRAIS

Conférence

« La signature numérique », La signature numérique, Bureau Lafortune Cadieux, 20 mars 2018

Colloque

« Développement de la Legaltech : quel impact pour les professionnels du droit ? », (29 novembre 2018)

« Arbitrage et numérique », CIFAF (Centre International de Formation en Afrique des avocats Francophones) / CIB (Congrès international des Barreaux) (4 décembre 2018)

« Obligations documentaires et RGPD », CIFAF (Centre International de Formation en Afrique des avocats Francophones) / CIB (Congrès international des Barreaux) (4 décembre 2018)

« The Normative Ecology of Disruptive Technology », Modern Times and Digital Regulation, Roger-Gaudry building - M-415 - University of Montreal , 11 octobre 2018

« Contrat, consommation et confiance », Université de Corté (Corse) - Chaire Confiance Numérique, 28 septembre 2018

« Gouvernance algorithmique », LegalTech : aujourd'hui / demain, Pavillon Lionel-Groulx, Carrefour des Arts et des Sciences - C-1017-02, Université de Montréal, 21 juin 2018

« Electronic Signature New Developments », E-Commerce and E- Finance: Challenges and Institution Innovation, Beijing (China), 1 juin 2018. China University of Political Science

« Legal Issues Around Artificial Intelligence Development », Legal Reform face E-Finance and Artificial Intelligence, Beijing (China), 30 mai 2018. Chinese Academy of Social Sciences (CASS)

« La création de la valeur non-économique », (22 mars 2018) (Université Laval)

« Droit + numérique », 6ème édition de la Convention d'affaires Canada-France, Montréal, 26 mars 2018

Formation

« Preuve technologique », Bécancour, 25 septembre 2018

« La preuve technologique », Laboratoire de cyberjustice, 13 juin 2018

Organisation

Chaire Wilson

« Droit et intelligence artificielle », Conférence Les Cahiers de propriété intellectuelle, novembre 2018

« Cycle de conférence Loi + numérique dans 10, 20, 30 ans… | première activité », Loi + vie privée dans 10, 20, 30 ans..., novembre 2018

« Entre propriété et liberté : 30 ans de protection des données personnelles », Entre propriété et liberté : 30 ans de protection des données personnelles, novembre 2018

« LegalTech : aujourd'hui / demain », Pavillon Lionel-Groulx, Carrefour des Arts et des Sciences - C-1017-02, Université de Montréal, juin 2018

« Le droit à l'épreuve du numérique », CRDP / IRDA, Paris 13, France, mai 2018

« Numérique + intelligence artificielle », mars 2018

« La gamification des données de santé », janvier 2018

Ysolde GENDREAU

Conférence

« Minimalism in the Implementation of International Copyright Rules : The Made-in-Canada Approach », Faculté de droit, Université de Porto, Porto, Portugal5 mars 2018

« Dealing With the Internet 20 Years After the WIPO Treaties : The Canadian Experience», Faculté de droit, Université de Coimbra, Coimbra, Portugal, 6 mars 2018

« IP Rules in CETA : A Milestone for Canadian and European IP Developments? », Association portugaise de droit intellectuel, Lisbonne, Portugal, 7 mars 2018

Présidence

Valeur et valorisation des données et des contenus dans l'environnement numérique : « Pertinence d'une protection de la valeur créée » Faculté de droit, Université Laval, Québec, 22 mars 2018

Cycle de conférences du CRDP *Droit sur l'art* : « Napoléon : les arts et le territoire » , Montréal, 11 avril 2018

Violaine LEMAY

Conférences

« Pourquoi l'interdisciplinarité ? », ouverture du colloque interdisciplinaire " À la rencontre de l'Autre : un dialogue fécond pour les savoirs", Université de Montréal, 1er mai 2018

Organisation

Colloques de la relève

« À la rencontre de l'Autre : un dialogue fécond pour les savoirs », Faculté de droit, UdeM, 1-2 mai 2018

« Convergence du droit et des sciences humaines ? Coopération interdisciplinaire et vivre-ensemble universitaire », Faculté de droit, UdeM, 13 novembre 2018

Nanette NEUWAHL

Conférences

Chairperson, Session IV: The future of EU trade cooperation: Taking EU fundamental rights and values seriously?, II LawTTIP Joint Conference, "Rights, Values and Trade: Is an Agreement between EU and US Still Possible?" Università degli Studi di Bologna, 12-13 April 2018.

Séminaire d'actualité Jean Monnet autour de CJUE, *Avis 1/15,* rendu le 26 juillet 2017. Faculté de droit et sciences politiques, Université de Rennes-1, Rennes, le 7 février 2018.

Séminaire d'actualité Jean Monnet autour de CJUE, Affaire C-442/16, *Gusa c. Minister for Social Protection, Ireland and Attorney General,* Jugement du 20 décembre 2017. Faculté de droit et sciences politiques, Université de Rennes-1, Rennes, le 7 février 2018.

Organisation

Co-organisatrice (avec Prince Hervé et Bellucci Lucia), école internationale d'été sur le thème : droit et commerce bilatéral: amérique du nord- europe. université de montréal, 28 mai-1 juin 2018.
http://cerium.umontreal.ca/etudes/ecoles-dete-2018/droit-et-commerce-bilateral-amerique-du-nord europe/

Co-organisatrice (avec Beaulac Stéphane et Pavot David), colloque sur le Brexit à mi-chemin – à faire ou à défaire ? perspectives comparée, européenne et internationale. montréal, le 29 mars 2018. dans les nouvelles université de montréal : http://nouvelles.umontreal.ca/article/2018/04/09/negociations-sur-le-brexit-des-droits-fondamentaux-pourraient-etre-bafoues/

Organisatrice et conférencière, Table ronde co-organisée par la Chaire Jean Monnet Droit de l'Union européenne de l'Université de Montréal et le IODE, Université de Rennes-1, intitulée "Aspects de droit comparé relative au CETA: Coopération réglementaire, application provisoire et arbitrage investisseur/État." Rennes, le 5 février 2018.

École d'été

Cours introductif de 10 heures sur l'UE, CETA et Brexit, en préparation de l'école internationale
d'été sur le thème : Droit et commerce bilatéral: Amérique du Nord- Europe. Université de Montréal, 28 mai-1 juin 2018 (reporté).

Table-ronde

Organisée par la chaire Jean Monnet « Droit de l'union Européene » de l'université de Montréal et par le IODE, Université de Rennes-1, intitulée "aspects de droit comparé relative au CETA: coopération réglementaire, application provisoire et arbitrage investisseur/état." Rennes, (France) 5 février 2018.

Pierre NOREAU

Conférences

Les réseaux sociaux : La vieille justice légale c. La nouvelle justice sociale ? (avec les professeurs Anne-Marie Boisvert et Pierre Larouche) Table ronde organisée dans le cadre du cycle de conférence *Les Rendez-vous juridiques*, Montréal, Université de Montréal, 17 janvier 2018

Les conditions d'accès à la justice civile : perspective sociologique, conférence dans le cadre du Colloque de l'Association des juristes progressistes, Montréal, Centre St-Pierre, Montréal, 10 février 2018

ADAJ et les travaux sur l'auto-représentation des citoyens devant les tribunaux, en conclusion du lancement du Rapport *La force du suivi personnalisé pour les personnes autoreprésentées–Rapport de recherche sur la Clinique juridique du Mile End, produit par les chercheurs du* Chantier 1 ADAJ, UQAM, Montréal, 1er mars 2018

Les professeures et professeurs de droit, la liberté de pensée et la liberté d'expression, participation à une table de ronde organisée dans le cadre du Congrès de L'Association des professeurs de droit du Québec (APDQ), Vaudreuil, 21 avril 2018

Les réseaux sociaux : La vieille justice légale c. La nouvelle justice sociale ? Table ronde organisée (avec les professeurs Anne-Marie Boisvert et Pierre Larouche) dans le cadre du Congrès du Jeune Barreau. Montréal, Palais des Congrès, Montréal, 11 mai 2018

L'étude des PRD dans le cadre du Partenariat ADAJ, Introduction à la *Rencontre des Influenceurs*, Chantier 11, Université de Sherbrooke, Longueuil, 10 mai 2018

Conférence synthèse de la Journée de réflexion organisée par le Chantier 1 du projet ADAJ (autoreprésentation), Salle Albert Gobeil, Palais de justice, Montréal, 14 juin 2018

Présentation des avancées du projet ADAJ, conférence dans le cadre de la Grande Rencontre ADAJ 2018, Archives nationales du Québec, Montréal, 15 juin 2018

Allocution sur les orientations de l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice, dans le cadre du lancement de l'IQRDJ, Hall d'honneur, Pavillon Roger Gaudry, Université de Montréal, Montréal, 4 septembre 2018

Les *attentes du public à l'égard de la justice*, analyse des données du sondage omnibus de mai 2018, présentée à la direction du TAQ, Tribunal administratif du Québec, Bureau de la présidence du Tribunal administratif du Québec, Montréal, 15 octobre 2018

Adaj et les coûts humains et financiers de la justice, propos introductifs de la rencontre de Chantier du Chantier 18 sur les *Coûts de la justice*, Département des sciences juridiques, UQAM, Montréal, 19 octobre 2018

La lisibilité des jugements : Conditions judiciaires de la démocratie ? Conférence d'ouverture de la séance destinées aux juges, 7e édition du Colloque international biennal Clarity, Hôtel Hyatt Regency, Montréal, 26 octobre 2018

Comprendre et consentir : une question de forme et de sens (avec le Professeur Pierre Issalys de l'Université Laval), 5e série des sessions simultanées, conférence prononcée, 7e édition du Colloque international biennal Clarity, Hôtel Hyatt Regency, Montréal, 26 octobre 2018

Les dispositions sur les modes privés de règlement des différends du nouveau Code de procédure civile. Deux ans plus tard: qu'est-ce qui a changé ? dans le cadre de la Conférence de l'Institut d'arbitrage et de médiation du Canada (IAMC), Hôtel Bonaventure, Montréal, 22 novembre 2018

Analyse du sondage Justice et média, présentée dans le cadre de la rencontre du chantier 6 d'ADAJ *Justice et médias*, *Salle Huguette Saint-Louis*, Palais de justice, Québec, 3 décembre 2018

Les attentes du public à l'égard de la justice, analyse des données du sondage omnibus de mai 2018 présentée aux juges du TAQ, Tribunal administratif du Québec, Tribunal administratif du Québec, Québec, 4 décembre 2018

La conférence de règlement amiable en matière jeunesse : condition éthique de la pratique, Programme de formation des juges en matière jeunesse, Hôtel Laurier, Québec, 5 décembre 2018

Conférences dans la pratique

Conférences - Entrevue

Catherine Dubé — « Justiciers des temps modernes. De jeunes avocats réinventent la pratique du droit pour ramener la justice à la portée du commun des mortels, » dans L'Actualité, 9 février 2018

https://lactualite.com/societe/2018/02/09/justiciers-des-temps-modernes/

Laurie Trottier-Laourse — « Le projet de recherche : Accès au Droit et à la Justice (ADAJ) » Le monde juridique (Spécial en ligne, juin 2018), pp. 17-18 https://droit.umontreal.ca/fileadmin/droit/.../LMJ_Online_6_septembre_2018.pdf

Mathieu Beaumont — « L'Accès à la justice, dans le cadre du lancement du site Justice pour tous », Entrevue Pierre Noreau et Pierre Craig, sur, 98,5 FM, Montréal, 28 juin 2018

Marie-Jeanne Dubreuil — « Le projet ADAJ et l'accès au droit et à la justice » (Pierre Noreau et (Shana Chaffai-Parent, CKVL, *Émission Papier glacé*, LaSalle, 5 septembre 2018 https://www.mixcloud.com/CKVL/papier-glac%C3%A9-adaj-ou-comment r%C3%A9parer-le-syst%C3%A8me-de-justice/

Johanne Lebel — « La recherche en droit : entretien avec le juriste Pierre Noreau, » *Association francophone pour le savoir* (ACFAS, septembre 2018). https://www.youtube.com/watch?v=lYcHiT6mK9w

Éric Martel — « Un nouvel institut pour faire avancer le droit », *Droit inc.* 7 septembre 2018 http://www.droit-inc.com/article23262-Un-nouvel-institut-pour-faire-avancer-le-droit

Jean-François Venne — « Dans le ventre du Tribunal des marchés financiers : Comment fonctionne cette instance juridique ? Décryptage », Magazine Conseiller, 26 septembre 2018.

https://www.conseiller.ca/archives_/magazine/dans-le-ventre-du-%C2%ADtribunal-des-marches-financiers/

Michel Lacombe — « Que nous réserve un gouvernement caquiste », entrevue accordée dans le cadre de l'émission : *Faut pas croire tout ce qu'on dit*, Radio-Canada Première, Montréal, 6 octobre 2018 https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/faut-pas-croire-tout-ce-qu-on-dit/episodes/417328/audio-fil-du-samedi-6-octobre-2018

Elyse L. Perreault « Comment améliorer le système de justice », dans *Droit Inc*. 9 octobre 2018
http://www.droit-inc.com/article23445--LE-probleme-du-systeme-de-justice-c-est-l-ignorance-des-citoyens

Didier Bert « S'offrir un avocat à rabais », dans *Les Affaires*, novembre 2018, https://www.lesaffaires.com/mes-finances/mon-education-financiere/s-offrir-un-avocat-au-rabais/606225

Catherine PICHÉ

Conférences

« Class Actions in Canada : Highlights and Challenges", Conférence présentée à un groupe de 14 sous-ministres du Gouvernement fédéral, Ottawa, 22 novembre 2018

« L'action collective… regard empirique sur son effectivité », Fondation Claude Masse, Faculté de droit, Université de Montréal, 21 novembre 2018

« Réformes de la justice civile au Québec et au Canada », conférence présentée lors du colloque « Un nouveau modèle à la réforme de la justice civile », Justice Studies Center of the Americas (JSCA), 14 novembre 2018, Panama City, Panama (présentation donnée par Prof. Pierre Noreau)

«Evidentiary Standards and Assessment of Evidence Across Legal Systems – Rapport General », La prueva en el processo – Evidence in the Process – II Conferencia Internacional & XXVI Jordanas Iberoamericanas de Derecho Procesal, Salamanque, Espagne, 18 octobre 2018

"Class Actions in Quebec", presentation à la Chambre de commerce sino-canadienne, Montréal, 12 septembre 2018

"National Report for Common Law Canada – Anti-Suit Injunctions in Arbitral and Judicial Procedures", XXth Congress of the International Academy of Comparative Law, Fukuoka, Japon, 23 juillet 2018

« Costs of Justice in Class Actions », Law & Society Association, Toronto, 8 juin 2018

"L'accès à la justice des personnes vulnérables ", Association Henri-Capitant, Ottawa, 1er juin 2018

Formation juges

« Class Action Twilight: Delays, Money, and Tech. Notices in Class Actions », Institut national de la magistrature, Conférence annuelle sur l'action collective, St-John's Newfoundland, Mai 2018 (sur invitation)

Organisation

Évènement annuel du Laboratoire sur les actions collectives, 14 mai 2018

Catherine RÉGIS

Conférences

« Patient accompagnateur : Pertinence des enjeux juridiques et éthiques », Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal (CRCHUM), Montréal, 5
octobre 2018 (avec Isabelle Ganache et Léa Boutrouille)

"Understanding the Interaction Between the World Health Organization and National Legal Compliance", dans le cadre de la conférence « Health in a Global Context » organisée par le Department of Social sciences and international relations, TEC Monterrey, Puebla University, Mexico (Mexique) (par visioconférence simultanée depuis la Faculté de droit de l'UdeM), 16 avril 2018.

« Les pratiques d'avenir de la médiation dans le domaine de la santé », Journées d'étude sur la médiation dans les soins de santé : regards croisés Québec, Belgique et Italie, Faculté de droit et de Criminologie, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve (Belgique), 28 mars 2018.

"Towards a Better Understanding of the World Health Organization's Impact on Domestic Law", O'Neill Institute for National and Global Health Law at Georgetown University, Washington D.C. (États-Unis), 22 mars 2018.

« Perspectives juridiques sur les enjeux soulevés par l'intelligence artificielle en santé », dans le cadre de la 35e édition du colloque Jean-Yves Rivard intitulé « Les données massives : une intelligence nouvelle pour un système de santé apprenant et performant », Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal (CRCHUM), Montréal, 15 février 2018.

« A Relational Autonomy Perspective on Advance Medical Directives for End-of-Life Care », dans le cadre des *Health Law, Ethics and Policy Seminar Series* de la Faculté de droit, University of Toronto, Toronto, 1er février 2018 (avec Louise BERNIER).

« La responsabilité des entreprises fabriquant des produits dangereux », présentation donnée à l'Université Paris Descartes (Paris V), Paris, 12 janvier 2018.

« La justice et les systèmes de santé au Canada », conférence donnée à l'Université Paris Descartes (Paris V), Paris, 11 janvier 2018.

« Regards croisés France-Québec sur l'assurance médicaments », conférence à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes (Paris V), Paris, 11 janvier 2018.

« The Normative Impact of the World Health Organization : A Canadian-French Study », conférence donnée à l'Organisation mondiale de la santé, (avec Florent Kaster) Genève (Suisse), 10 janvier 2018.

Séminaire

1er séminaire du High-Level Expert Group on Artificial Intelligence (AI HLEG), Commission européenne, Bruxelles, 20 septembre 2018

Table-ronde

« La gamification des données de santé » dans le cadre de la conférence La gamification des données de santé organisée par la Chaire Wilson, Faculté de droit de l'Université de Montréal, Montréal, 2 février 2018 (conférencière avec Vincent GAUTRAIS, Yann JOLY, Pierre-Emanuelle MOYSE, Louis-Martin ROUSSEAU).

Organisation

5@7 de la santé

Hugo TREMBLAY

Conférences

« La gestion des conflits d'usages de l'eau causés par la variabilité hydrologique », Formation aux Gouverneurs du Barreau, Fondation du Barreau du Québec,11 décembre 2018

« Enjeux communs aux régimes des droits riverains issus du droit civil et de la Common Law », colloque « Les métamorphoses du droit à l'aune de la protection environnementale : une réalité transfrontière? », Association québécois de droit comparé, Faculté de droit, Université McGill, 2 novembre 2018

« Le droit de l'eau » et « Le droit des hydrocarbures », colloque « Le droit québécois des ressources naturelles et de l'énergie **»,** Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp en droit des ressources naturelles et de l'énergie, Faculté de droit, Université Laval, 18 octobre 2018

« A Comparative Guide to the Asian Infrastructure Investment Bank », présentation par professeure Natalie Lichtenstein, Johns Hopkins School of Advanced Inernational Studies, colloque « Modern times and digital regulation » Rôle : coordonnateur 11 octobre 2018

« Hydrological Variability and Utilization Conflicts under the Riparian Regime in Quebec », colloque "SEAS and RIVERS: Water and the Global Resource Economy", Summer School on the Geopolotics of Natural Resources, School of Public Policy, University of Calgary, et Hautes-Études Internationales, Université Laval, 16 mai 2018

Président du panel

Panel : « Access to Land and Territoriality » , colloque « Access to Land and Social Issues » Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé, Faculté de droit, McGill, 16 mars 2018

Hélène TRUDEAU

Conférences

« Le Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre : l'expérience québécoise », Canadian Institute of Resources Law, Symposium « Environmental Education for Court Practitioners, "Environment in the Courtroom: Enforcing Canadian GHG Emissions Laws" », Université Laval, 25 octobre 2018.

Pierre TRUDEL

Conférences

« Paroles de juristes », avec le Juge Jacques R. Roy, animateur, dans le cadre des émissions Paroles de juristes, diffusée à radio VM, Montréal, diffusée au cours de la semaine du 24 septembre 2018. Lien vers l'événement

« La liberté d'expression », autour du livre "Liberté surveillée" dirigé par Normand Baillargeon organisée par le COLIBRI- Comité pour la liberté intellectuelle EBSI, Université de Montréal, Pavillon Jean-Brillant, 26 février 2019. Lien vers l'événement

« Entre propriété et liberté : 30 ans de protection des données personnelles », Laboratoire de Cyberjustice, Faculté de droit, UdeM, 6 novembre 2018. Lien vers l'événement

« Le statut des moteurs de recherche à la lumière du « droit à l'oubli » et au déréférencement », Regroupement des praticiens en droit des marques de commerce, Cabinet Lavery, Place Ville-Marie, Montréal, 9 octobre 2018

« La professeure et le professeur de droit, sa liberté de pensée et d'expression », Congrès de l'Association de professeures et professeurs de droit du Québec, Vaudreuil, 21 avril 2018 Lien vers l'événement

« Allocution de réception à la Société royale du Canada », Cérémonie de présentation des nouveaux membres du chapitre Québec de la SRC et du Collège ainsi que des lauréats de prix de la SRC, Université du Québec à Montréal, 13 avril 2018

Media

https://www.pierretrudel.net/media

« As cidades inteligentes », Medium , traduction Cristiano Therrien, 24 août 2018 Voir sur feed.itsrio.org

« Twitter suspend le compte du conspirationiste Alex Jones pour une semaine » La Presse Plus, Actualités Marc Thibodeau, 16 août 2018, Voir sur plus.lapresse.ca

« Mise à jour à propos du Groupe d'examen du cadre législatif en matière de radiodiffusion et de télécommunications », 02 juillet 2018 , Voir sur canada.ca

« Le gouvernement du Canada procédera à un examen des lois régissant les télécommunications et la radiodiffusion » – Canada.ca, Communiqué du Gouvernement du Canada, 5 juin 2018, Voir sur canada.ca

« Questionnaire de Proust à la Faculté », Bulletin de la Faculté de droit, Université de Montréal, Questionnaire de Proust Pierre Trudel, 28 mars 2018, Voir sur droit.umontreal.ca

« Une app de consentement sexuel n'est pas une solution miracle », Vice Billy Eff 19 janvier 2018, Voir sur vice.com

Télévision

« Les dessous de la ville du bonheur / abus du droit de poursuivre en diffamation », Radio Canada télé, Enquête Marie-France Bélanger, 22 novembre 2018, Voir sur ici.radio-canada.ca

« Réglementer les géants du web », Radio Canada première, 24/60 Anne-Marie Dussault https://ici.radio-canada.ca/tele/24-60/site/episodes/408498/tarifs-douaniers-acier-aluminium-netflix-crtc, 01 juin 2018

« Commentaires sur Internet », Radio Canada, La Facture Claire Frémont, 17 avril 2018, Voir sur ici.radio-canada.ca

« Publier ou non des photos de mon enfant sur les réseaux sociaux ? », TVA, Salut Bonjour Week End Julie St-Pierre, 15 avril 2018, Voir sur tva.canoe.ca

Nicolas VERMEYS

Conférences

« The Cyberjustice Laboratory » (panéliste), Winkler institute - Legal Innovation and Education Workshop, Toronto, 8 mars 2018.

« Cybersecurity 101 » (president du panel), Université William & Mary, Williamsburg (Virginie), 16 mars 2018.

« The Stanton Series on Liberty and Security » (panéliste), University of Virginia, Charlottesville (Virginie), 26 avril 2018.

« Étude relative à l'incidence des technologies de l'information et des communications sur la gestion de l'information dans l'administration judiciaire québécoise », Ministère de la Justice du Québec, Montréal, 3 mai 2018.

« Étude relative à l'incidence des technologies de l'information et des communications sur la gestion de l'information dans l'administration judiciaire québécoise », Ministère de la Justice du Québec, Québec**,** 4 mai 2018.

« Les obligations dans un monde dématérialisé », Fondation du Barreau, Montréal, 12 juin 2018.

« Le Laboratoire de cyberjustice », Juges de paix bilingues de l'Ontario, Ottawa, 13 juin 2018.

« Legaltechs + Risques juridiques », Chaire L.R. Wilson, CRDP, Université de Montréal, Montréal**,** 21 juin 2018.

« Opportunities and Challenges of the Digital Economy **»,** Chaire L.R. Wilson, CRDP, Université de Montréal, Montréal, 11 octobre 2018.

« Justice and Artificial Intelligence **»,** Faculté de droit de l'Université de Montréal (programme de formation des juges chinois), Montréal, 15 octobre 2018.

« AI as a Tool to Increase the Autonomy of Legal Actors », Center for Legal and Court Technology, Williamsburg (Virginie), 26 octobre 2018.

« Online Dispute Resolution », Université Queens, Kingston (Ontario), 1 novembre 2018.

« The Computer as the Court **»,** Erasmus School of Law, Rotterdam (Pays-Bas), 19 novembre 2018.

« From eBay to AI: The Evolution of ODR and its Impact on ADR Specialists », Institut d'arbitrage et de médiation du Canada, Montréal, 23 novembre 2018.

« IA+Droit Civil : La responsabilité civile », Cahiers de propriété intellectuelle, Montréal, 23 novembre 2018.

Publication et réalisations des étudiants (es) et agents (es) de recherche

Shanna CHAFFAY- PARENT

Conférences

Membre du comité scientifique

Colloque *Les prochains défis de la pensée civiliste : les conceptions classiques soumises à l'épreuve du temps*, Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil, 27 avril 2018 (https://www.chairejlb.ca/nouvelles/2018/04/02/les-prochains-defis-de-la-pensee-civiliste-les-conceptions-classiques-soumises-a-lepreuve-du-temps/)

Bourse d'études

Bourse d'excellence Heenan Blaikie
Bourse d'excellence Hydro-Québec

Marie- Andrée GIRARD

Conférences

World Health Professional Regulations Conference, Genève, 19-20 mai 2018

« Doctors' and Nurses' explicit knowledge of law and its impact on interprofessional collaboration », colloque pour doctorant en droit de la santé Université d'Ottawa, Ottawa, 4-5 mai 2018

"Legal aspects and challenges in teaching anesthesia", Colloque *Canadian Anesthesia Society*, Montréal, 16 juin 2018

« Interprofessional collaborative practice : a regulatory perspective from 14 jurisdictions », Colloque *All together Better Health*, Auckland, Nouvelle-Zélande, 3-6 septembre 2018

Bourses d'études

Bourse Joseph-Armand-Bombardier du CRSH d'une durée de 3 ans (mai 2017- mai 2020) pour le projet doctoral

Laurence LARGENTÉ

Ouvrage

Vincent GAUTRAIS, Catherine RÉGIS et Laurence **LARGENTÉ**,
Mélanges Patrick A. Molinari, mélanges en l'honneur du professeur Patrick A. Molinari, Montréal, Édition Thémis, 2018, p 400

Chapitre de livre

Quelle transparence pour une utilisation sécuritaire des médicaments en dehors de l'étiquette, dans Vincent Gautrais, Catherine Régis et Laurence Largenté (dir), Mélanges Patrick A. Molinari, Montréal, Édition Thémis, 2018, p 71

Actes de colloque

La réforme de l'agence canadienne du médicament ou une nouvelle gouvernance en matière de gestion des risques, dans Nathalie de Grove Valdeyron (dir), Les actes de la revue de droit de l'Union européenne, *Les nouveaux enjeux de la politique pharmaceutique européenne - pour des produits de santé sûrs, innovants et accessibles*, Bruxelles, Édition Clément Juglar, 2018, p 63

Conférence

« The Impact of International Standards in the Canadian Pharmaceutical Law", Health in a global context, Faculté de droit, UdeM, 16 avril 2018

« La gestion des risques dans le domaine des médicaments : approche comparée Europe/Canada », colloque de la chaire DESAPS-IRDEIC-CEEC Les nouveaux enjeux de la politique pharmaceutique de l'Union Européenne : Pour des produits de santé sûrs, innovants et accessibles, Journées Louis Dubouis, Toulouse I, Manufacture des tabacs, 23 mai 2018

Ledy ZANNOU

Conférences

"Mobile consumption in West Africa: What contractual formalism?", Workshop on Intellectual Property and Data Protection, ATLAS AGORA 2018, American University, Washington College of Law, 11 au 22 juin 2018

« L'encadrement juridique de la consommation mobile : Oser l'efficacité ! », **c**olloque Interdisciplinaire des Jeunes Chercheurs de la Relève 2018 « À la rencontre de l'Autre : un dialogue fécond pour les savoirs ? » Panel Technologies et Gouvernance, Faculté de droit, UdeM, mai 2018

« La consommation saisie par la technologie mobile : Quel encadrement juridique ? », colloque CRDP – AED, « La recherche en droit : la clef de réussite pour la pratique ? », panel Droit et Technologies, Faculté de droit, UdeM, avril 2018

« Le processus contractuel de la consommation mobile : Un formalisme à la hauteur ? », colloque FICSUM – ACSED Mois de la Recherche Étudiante 2018, « À quoi ça sert ? L'application concrète de vos projets de recherche », panel Nouvelles Technologies, Faculté de droit, UdeM, mars 2018,

Bourses

Bourse d'exemption des droits de scolarité supplémentaire Hiver 2018 – Automne 2018

Bourse d'excellence SAÉ, Automne 2018
Bourse d'excellence de la FESP, Automne 2018
Bourse d'implication – ACSED, Automne 2018

Annexe 3 : Liste des chercheurs aux études supérieures

Par ailleurs, le CRDP s'est doté d'une mission de soutien aux étudiants de maîtrise et de doctorat dirigés ou codirigés par ses professeurs chercheurs. Grâce à la conduite de projets de recherche subventionnés, les chercheurs postdoctoraux et les étudiants des cycles supérieurs peuvent éventuellement intégrer l'une des équipes de recherche du Centre en y occupant un poste d'agent ou d'assistant de recherche. Depuis longtemps, les étudiants LLM ou PhD peuvent compter sur un soutien financier en intégrant des équipes de recherche et travailler sur des thèmes connexes à leur sujet de thèse ou de mémoire. Notons que cette approche où l'étudiant participe à un projet de recherche est une tradition de longue date au CRDP. En effet, le fait de participer à une pareille organisation constitue un stimulant dont les étudiants bénéficient les uns par rapport aux autres.

Chercheur-e-s postdoctorant-e-s

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
CACHECO	Maya		NOREAU P.	2016
DEVULSKY	Alessandra		LEMAY V.	2016

Liste des chercheur-e-s au doctorat

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
ALAMI	Malika	Titre à venir	LEMAY V. Codirection TRUEL P.	?
ALLAMEHZADEH	Mani	Les principes d'interprétation de la procédure civile québécoise.	NOREAU P.	2013

AZEBOVE TETANG	GUY	La circulation des modèles constitutionnels ou des « cultures constitutionnelles » en Afrique subsaharienne et leur réappropriation	GAUDREAULT DESBIENS J.F. NOREAU P.	2015
BAGLINIERE	Laure	Perspectives comparées Canada-France-États-Unis sur les alternatives à la résolution des conflits en droit de la santé	REGIS C.	2014
BARRERE	Sarah	La législation de l'Union européenne sur la traite d'êtres humains	NEUWHAL N.	2012
BAUDIN	Laura	L'ONU et le maintien de la paix et de la sécurité internationales : la question de l'encadrement juridique des cyber-attaques en droit international public	BENYEKHLEF	2015
BEN MATOUG	Khadija	Le principe d'une responsabilité sociétale des entreprises transnationales.	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2014
BERTHE	Moussa	L'adéquation entre le droit OHADA et son environnement : le cas des télécommunications au Mali	NOREAU P.	2015
BLAIS	Nathalie	Canada: préférence pour les garçons et discrimination envers les filles	LEMAY V. Codirection HOULE F.	2013
BOLDUC	Andrée-Anne	Vers des parlements plus responsables. Processus d'internalisation et interactions normatives des règles déontologiques en milieu parlementaire	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2014
BOSTANI	Fateme	Human Rights Social Representations in Elementary Schools: A comparative Study in Iran and Canada	LEMAY V. CAMPOS M. codirecteur	2015
BOYER	Julie		ROUSSEAU S	2017

BROSSE	Julien	Management stratégique des titres de propriété industrielle, le droit au service de l'efficience de l'entreprise	GENDREAU Y.	2014
CHARBON-NEAU	Olivier	L'émergence de normes par l'entremise des relations contractuelles dans les environnements numériques	TRUDEL P.	2009
CHARRON	Mathieu	Distribution alimentaire et coordination des marchés	ROUSSEAU S	?
CHAUTARD	Thomas	Les compétences d'Euratom en matière de sûreté nucléaire, à la lumière du fédéralisme canadien	TRUDEAU H.	2014
CHENEVERT	Jean-Philippe	Les récentes modifications normatives et leur effectivité quant à l'amélioration de la gouvernance sous l'angle de l'imputabilité	REGIS C.	2016
CAO	Lei	Intellectual Property and Financial Securization	ROUSSEAU S.	2013
CHEN	Xing	Titre à venir	ROUSSEAU S.	2010
CHENYANG	Zang	Titre à venir	TRUDEAU H.	2017
CODERE	Charles	Titre à venir	TRUDEAU H.	2017
COMTOIS	Annie-Pierre	L'interrelation des domains du droit et de la santé en matière de psychiatrie légale	REGIS C.	2016 abandon en 2017
CONGO	Patrick Ibrahim	La régulation des communications dans l'espace UEMOA à l'heure de la convergence	GAUTRAIS V.	2013 Terminé
DEFOND	Juliette	Protection des personnes en situation d'extrême en DIDH: que révèlent les sciences politiques quant à l'arbitraire potentiel du droit?	LEMAY V. BENYEKHLEF K. codirecteur	2013
DIAMOND	Pierre-Simon	L'institutionnalisation des personnes en situation d'extrême en DIDH	NOREAU P.	2015
DONGMO KAHOU	Paulette Flore	Les conséquences juridiques de la polygamie pour les femmes et les enfants au Canada et au Cameroun	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2006

DUMONT-GAGNON	Sara	L'obligation de consultation en matière d'exploitation des territoires autochtone	NOREAU P.	2013
ENGELS	Nina	?	GAUDREAULT-DESBIENS J.F.	?
FALLA	Élodie	L'indemnisation du préjudice en recours collectif.	PICHE C.	2013
FAU	Valentine	Étude critique de la construction normative de la rationalité des droits de l'enfant : l'adolescence théorique d'une logique identitaire	NOREAU P.	2014
FERRON-PARAYRE	Audrey	Comprendre l'absentéisme des patients aux rendez-vous opératoires en chirurgie élective : identifier les lacunes du processus d'obtention du consentement libre et éclairé des patients et explorer le rôle du conflit décisionnel	REGIS C.	2012
GENÈVES	Victor	L'utilisation des neurosciences et de l'imagerie cérébrale à titre de preuve technique et d'expertise judiciaire	TRUDEL P.	2013
GIRARD	Marie-Andrée	L'impact de la perception de l'encadrement légal sur la pratique collaborative dans les établissements de santé québécois	REGIS C.	2016
GOABIN	Ginette	Acteurs armés non étatiques et respect des droits de l'enfant en période de conflits armés internes: quelles perspectives?	LEMAY V. LAROSA A-M. codirectrice	2014
GROTINO	Frédéric	La problématique de la rémunération des dirigeants d'entreprise	ROUSSEAU S.	2008
GUILMAIN	Antoine	Droit processuel et cyberjustice	BENYEKHLEF K.	2012 Terminé
HABIB	Édouard	Titre à venir	LEMAY V.	2017?

HWA KANG	Pyeng	Titre à venir	GAUDREAULT DESBIENS J.F. KARAZIVAN N.	?
KANDOLO ON'UFUKU wa KANDOLO	Pierre Félix	La réparation des préjudices subis par les victimes de violations des droits humains	FREMONT J.	2013 Terminé
KALDAS	Marian	Effectivité comparée d'un droit constitutionnel comparable: Canada et Égypte	LEMAY V Codirection SEDA P.	2014
KARGAR	Farnaz	Titre à venir	LEMAY V.	2017
KELCI	Sevgi	La transmissibilité du droit à l'information au décès d'un utilisateur d'Internet	TRUDEL P.	2013
KONINA	Anastasia	L'influence des technologies de l'information sur la séparation des pouvoirs au Canada, ainsi qu'aux autres pays du Commonwealth et aux États-Unis	BENYEKHLEF K. VERMEYS N.	2016
KRAFT	Dan	Titre à venir	ROUSSEAU S	?
LARGENTÉ	Laurence	L'analyse du risque dans le domaine du médicament : approche comparée du droit européen et droit canadien	MOLINARI P.	2007
LECUYER	Marie-Lou	Social dynamics of biodiversity conflicts and search for common ground: the case of human-jaguar co-existence in Calakmul, Mexico	LEMAY V. (membre du comité de thèse)	2013
LEMAIRE	Christine	Détresses du rapport au temps chez les professionnels du droit et de la santé: au-delà de la conciliation travail famille	LEMAY V. ABRAHAM Y-M. HEC, codirecteur	2014

LOUVIOT	Maude	Titre à venir	LEMAY V.	2017
MALHAIRE	LOIC	Une analyse des politiques publiques d'aide aux travailleurs pauvres au Québec. Entre logiques institutionnelles et trajectoires de vie, un espace pour l'innovation communautaire	LEMAY V. LESEMANN F. INRS, codirecteur	2010 Terminé
MARCHAND	Manon	Quête de motivation et d'inspiration en période de crise et de perte de sens : exploration du thème de Venise comme expérience artistique et transculturelle	LEMAY V. HAREL S. codirecteur	2013
MARKIEWICZ	Sarah	L'archivage électronique	VERMEYS N.	2013
MATHEVET	Éric	Titre à venir	GAUTRAIS V.	2016
MAXI	Ascensio	Sexualité et parentalité chez les adolescents haïtiens infectés au VIH par transmission verticale ou sexuelle : quelles normes, quelles valeurs et quelles pratiques	LEMAY V.	Terminé
MELINGUI	Julien Clément	«Le choix des modes de financement et d'assistance en droit international de l'environnement : quelles garanties d'efficacité pour l'application de la Convention de Minamata sur le mercure?	TRUDEAU H.	2011
MOUCHARD	Emilie	Le principe de responsabilité (l'accountability) en matière de protection des renseignements personnels	GAUTRAIS V.	2011
NASSARAH	Éric	Le respect sacramentel à l'épreuve du durcissement de la répression des infractions commises sur mineurs	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2013 Terminé
NSEN - GIYUMVA	Nadine	Essai d'analyse de la condition juridique de la femme burundaise et son aspect socio - économique	FREMONT J.	2010

OGOUBI	Amandine	Intérêt et pratique de la médiation dans l'espace de l'OHADA	PICHE C.	2015
PAIVA	Adolpho Netto Faria	La mondialisation de la recherche clinique et la protection du sujet de recherche au Canada, aux Etats-Unis, au Brésil et en Chine	LEROUX T.	2012
PAPINEAU	Christelle	Approche computationnelle du droit : l'intelligence artificielle au service de la science juridique	BENYEKHLEF K.	2015
PARENT	Valérie	Le concept d'humanité en droit international	BENYEKHLEF K.	2015
PELLETIER	Julien	Mossi et métissage des systèmes juridiques au Burkina Faso	ROUSSEAU S.	2011
PÉLOQUIN	Louis	Titre à venir	ROUSSEAU S.	2005
POÉRI	Grâce Perside	Les enfants dits »microbes » en Côte d'Ivoire : approche humanitaire sur les défis, enjeux et perspectives pour ne intervention de protection de l'enfant	LEMAY V. BIBEAU G.	2015
PORCIN-RAUX	Adriane	La mise en concurrence des sociétés de gestion collective des droits d'auteur	GAUTRAIS V.	2008
SABBAGH	Paul	Titre à venir	PICHÉ C.	2015
SAINT-DENIS	Amélie	La place de l'Autre : l'influence des sciences humaines et sociales dans le processus judiciaire et décisionnel de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse	LEMAY V.	2013
SARAGA	Albert	Les organismes communautaires de Montréal face au vieillissement et à la précarité des personnes toxicomanes : perspectives des intervenants et des usagers	LEMAY V. Codirection COUSINEAU M.M.	2013
SHARIFI KHAJEDEHI	Salma	Cyberattaques et cyber défense : l'état du droit	BENYEKHLEF K.	2011

SMOUK	Karima	Droit international et cyberguerre	BENYEKHLEF K.	2013
STEYN	Elizabeth	At the intersection of tangible and intangible. Constructing a framework for the protection of sacred indigenous sites in the pursuit of natural resource development projects: a pluralist, human rights-based approach	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2013
TABRIZIAN	Samira	Titre à venir	TREMBLAY H.	2017
THERRIEN	Cristiano	L'utilisation des données ouvertes et personnelles dans les applications de *Big Data*et *Cloud Computing* pour des villes intelligentes	TRUDEL P.	2013
TOURÉ	Boubacar	Titre à venir	NOREAU P.	2013
TUWIZANA FIMPA	Twison	Développement durable et participation des peuples autochtones et des communautés locales: perspectives juridiques aux modalités concrètes d'implantation du programme REDD+ dans les pays en développement à la lumière de l'exemple congolais	TRUDEAU H.	2014
WANG	Quingya (Christy)	Titre à venir	GAUTRAIS V.	2017
WU	Huishu	Titre à venir	GAUTRAIS V.	2017

ZANNOU	Ledy Rivas	La protection juridique du cyberconsommateur en Afrique : Cas de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	GAUTRAIS V.	2016

Liste des chercheur-e-s à la maitrise

Nom	**Prénom**	**Titre Projet**	**Directeur**	**Admission**
ADOM'MEGAA	Prudencio Selly	La protection de la vie privée dans la lutte contre le terrorisme au Canada: évolution ou révolution	VERMEYS N.	?
AGUILAR DEL VALLE	Estefania	Maitrise des sciences technologiques	VERMEYS N.	2017
ALVAREZ BAUTISTA	Diana Paola	Titre à venir	GAUTRAIS V.	2017
BALTHAZARD	Laurier	Titre à venir (td)	VERMEYS N.	2015
BASHILOVA	Darina	Titre à venir	ROUSSEAU S.	2015
BEAUMIER	Simon	Titre à venir	PICHÉ C.	2015
BEN MILED	Medhi	Recherche sur les cellules souches : approche comparative du cadre réglementaire au Canada et en Tunésie	LEROUX.T	2016
BOND ROUSSEL	Geneviève	Le « profilage discriminatoire » basé sur les « convictions politiques » de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec : un concept à définir dans le cadre d'une discussion interdisciplinaire	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2012
BOUTIN CLERMONT	Marie-Andrée	Le droit à l'anonymat	VERMEYS N.	2015

BOZKURT	Musa	Le lobbying auprès des institutions de l'Union européenne	NEUWAHL N.	2016
CARON	Marylise	Enjeux juridiques liés à l'hébergement des données judiciaires en infonuagique	VERMEYS N.	2015
CARRIER	Alexandre	Obligation de consultation de la Couronne envers les peuples autochtones en droit canadien : quelles sont les possibilités de délégation de l'obligation aupromoteur?	TREMBLAY H. LECLAIR J.	2015
CAZAVE-RAYAU	ÉlÉonore	Les droits protecteurs de l'intégrité de la personne humaine se prêtant à un essai clinique aux Etats-Unis et en France	LEROUX.T	2017
CHAFFAI-PARENT	Shana	Titre à venir	PICHÉ C.	2015
CHALATI	Nadine	Travail dirigé	VERMEYS N.	2017
CHEVALIER	Michael	Titre à venir	TRUDEL P.	2015?
CRÉMISI	Chloé	Droit d'auteur et protection de la vie privée	GENDREAU Y.	2015
DABROWSKI	Adam	Le domaine public de la propriété intellectuelle la notion de la « renonciation des droits exclusifs. Et les modèles des licences ouvertes	GENDREAU Y.	2015
DAHER	Bachar	La résolution des litiges et différents contractuels de faible intensité par l'entremise de procédés technologiques en PPP	VERMEYS N.	2015
DÉCARIE	Jean-Sébastien	Le cadre juridique applicable à une infrastructure (infonuagique) en tant que service (IaaS)	VERMEYS N.	?
DESROCHERS-GIROUX	Isabeau	Les négociations climatiques; la prise en compte des droits de l'homme et du devoir d'adaptation	TRUDEAU H.	2015

DEVILLERS	Claire	Titre à venir	BENYEKHLEF K.	2015
DOLEZALEK	Katharina	Human Walls, How Frontex and the Canadian Border Services Agency Deal with Irregular Migration	NEUWAHL N.	2016
FLORESTAL	Maguy	Titre à venir	TRUDEL P.	2015
FOURNIER GENDRON	Hugo	Sécurité informationnelle des objets connectés et risques à la santé et sécurité : quelle responsabilité pour le fabriquant?	VERMEYS N.	2015
FRASER	Ludovic	Analyse comparative des pouvoirs et limitations des agences canadiennes et américaines de réglementation de l'énergie quant à la tarification des services publics dans le contexte de la nouvelle Politique énergétique 2030 du Québec	TREMBLAY H.	2016
FRISKO	Carl	Msc titre?	VERMEYS N.	2017
FRIKHA	Farah	Titre à venir	TRUDEL P.	2017
FROUNDJIAN	Nareg	Responsabilité algorithmique des intermédiaires neutres	VERMEYS N.	2015
HÉBERT	Marie-Hèléne	«Vaccin VPH : étude comparative des étapes de mise en marché au Canada et en France»	LEROUX T.	2014
JETTÉ	Virginie	Titre à venir	GAUTRAIS V.	2015 Terminé
KALAYDZHIEVA	Varka	Les droits des réfugiés dans l'UE	NEUWAHL N.	2010
LAURENDEAU	Marie-Annick	Le modèle optimal du régulateur québécois est-il atteint?	ROUSSEAU S.	2011
LAPIERRE	Guillaume	?	GENDREAU Y.	?

LEFER	Kevin	Le péril de l'Union européenne, l'éloignement démocratique – pour une analyse du lien entre souveraineté, pouvoir constituant et légitimité	NEUWAHL N.	2017
LIKONGO	Yani	Titre à venir	LEMAY V.	2017
LOHANDJOLA LOFUDU	Raphael	?	TRUDEAU H.	2017?
MAURY	Kevin	L'encadrement des émissions des GES de la marine en droit canadien (TD)	TREMBLAY H.	2015
MAVREEN	Rekha	?	TREMBLAY H.	2016
MBENGUE	Amadou	Titre à venir	TRUDEL P.	2015
MC KENNA	Caroline	La responsabilité de l'Etat dans les cas de syndrome alocolo-feotal	LEMAY V.	2009
MENENDEZ	Manuel	Titre à venir	BENYEKHLEF K.	2015
MOHSNI	Wiem	Titre à venir	TRUDEUA H.	2017?
MORRISSETTE	Léa	?	RÉGIS. C	?
ORTALDA	Matthieu	La neutralité informationnelle entre fragmentation et convergence	VERMEYS N.	2015
PARIS GAGNON	Gabrielle	Titre à venir	VERMEYS N.	2017
PENEGOS FERNANDEZ	Diego F.	Msc titre à venir	VERMEYS N.	2017
PROVENCHER BORDELEAU	Bruno	La vie privée à l'ère du Big data (TD)	VERMEYS N.	2015
PASSOS	Roxanne	La réglementation des substances toxiques au Canada	TRUDEAU H.	2016?

POIRIER	Isabel	?	GAUTRAIS V.	2016
PRUD' HOMME	Benjamin	Obstacles intellectuels à l'interdisciplinarité en faculté de droit et besoins juridiques croissants d'une théorisation du jeu complémentaire des normativités de sciences humaines et sociales: l'exemple de l'obligation juridique	LEMAY V.	2015
RIVERIN	Jean-Philippe	Titre à venir	TRUDEL P.	2015
ROBERT	Marie-Christine	Droit à l'oubli	GAUTRAIS V.	2014
ROBICHAUD	Julie	Titre à venir	GAUTRAIS V.	2015
TEYROUZ	Rita		ROUSSEAU S	2017
TRAN	Anh Thu	La propriété intellectuelle et la mode	GENDREAU Y.	2015
VOYER	Audrey-Ann	Titre à venir	TREMBLAY H.	2017?
VICO CHOLIN	Émilie	Les systèmes de gestion des connaissances (TD)	VERMEYS N.	2015